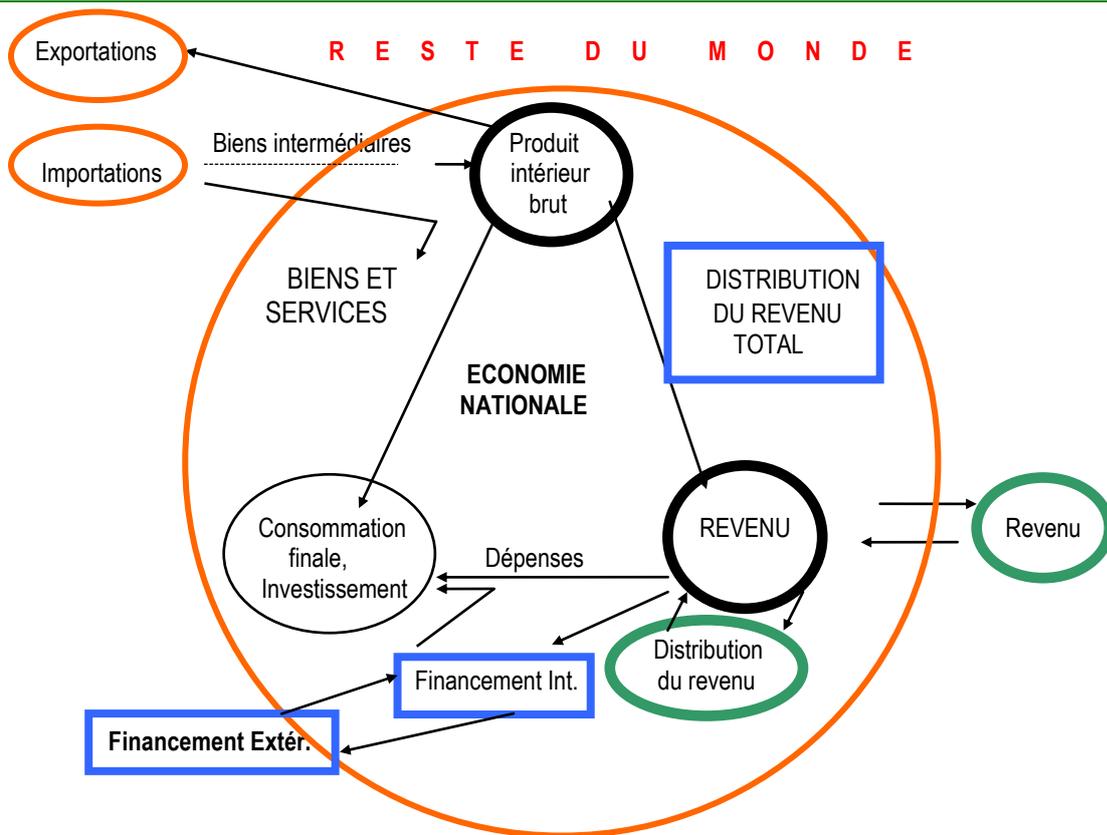


RÉPUBLIQUE DE GUINÉE
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION NATIONALE DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES ET DE LA PRÉVISION
DIVISION CONJONCTURE

NOTE DE CONJONCTURE DE L'ÉCONOMIE GUINÉENNE

N° 102

Quatrième Trimestre 2014



Conakry, mars 2015

SOMMAIRE

	Pages
Principaux sigles employés et tableaux joints en annexe	3
Synthèse sur le suivi conjoncturel au Quatrième trimestre 2014	4
<i>I - Environnement International</i>	5
1.1 Croissance économique des sept pays industrialisés	
1.2 Cours de change de l'euro	
1.3 Prix des produits de base	6
<i>II - Au plan national</i>	7
<i>2.1 Activité économique</i>	7
2.1.1 Secteur primaire	
2.1.2 Secteur secondaire	8
2.1.3 Secteur tertiaire	11
<i>2.2 Finances publiques, monnaie et crédit</i>	12
2.2.1 Recettes et dons	13
2.2.2 Dépenses budgétaires	
2.2.3 Solde et financement	14
2.2.4 Dette publique	
2.2.5 Situation monétaire	15
2.2.6 Inflation	16
2.2.7 Taux de change du franc guinéen	
2.2.8 Indicateurs de performance budgétaires	17
<i>2.3 Perspectives budgétaires pour le Premier Trimestre 2015</i>	18
2.3.1 Recettes et dons	
2.3.2 Dépenses totales	
2.3.3 Solde	
<i>2.4 Mesures de politique économique nécessaires</i>	18
Annexes (Tableaux des Indicateurs).....	19 – 26

Synthèse sur le suivi conjoncturel, Quatrième trimestre 2014.

1. En Guinée, l'année 2014 a été marquée par : d'une part, la poursuite des efforts de consolidation de la gestion de finances publiques et la monnaie, et d'autre part, la lenteur des progrès dans la mise en œuvre des réformes structurelles sur la diversification de l'économie, l'investissement privé et la compétitivité, aggravée par la psychose de la propagation de l'épidémie de la fièvre hémorragique à virus Ébola.

2. Les volumes cumulés de la production de gaz, l'or, ciment, peinture, électricité, l'eau potable, bauxite et diamant, ont respectivement varié en glissement annuel de : 56,2%, 28,1%, 22,3%, 12,0%, 8,7%, 2,5%, 1,3% et -17,7% en 2014, après -14,3%, 13,4%, 20,7%, 10,8%, -11,2% , 2,3%, -1,0% et 29,3% en 2013 ; soit une tendance haussière en points de pourcentage d'environ 70,5 pour le gaz, 19,9 pour l'électricité, 14,7 pour l'or, 11,6 pour le diamant, 2,3 pour la bauxite, 1,6 pour le ciment, 1,3 pour la peinture et 0,2 pour l'eau potable, du fait en partie d'un renforcement des capacités de production.

En revanche, les autres volumes de la production de bière et boissons sucrées ont respectivement varié en glissement annuel de -15,8% et -15,9% en 2014, contre -10,6% et -12,5% en 2013, soit une tendance baissière en points de pourcentage d'environ 3,4 pour les boissons sucrées et 5,1 pour la bière, du fait en partie de l'émergence d'une concurrence déloyale sur le marché domestique.

En décembre 2014, le niveau de l'inflation a été de 9,0% en glissement annuel et 9,7% en moyenne annuelle, après respectivement 10,5% et 11,9% en 2013, grâce notamment aux efforts du programme d'appui à la sécurité alimentaire.

3. Au niveau des échanges commerciaux, le déficit commercial s'est amélioré à 12,2% du PIB en 2014 contre 22,6% en 2013, du fait entre autres de l'augmentation des recettes d'exportation des produits miniers, notamment la bauxite et l'or.

En 2014, le marché des changes a été flexible, avec une dépréciation du franc guinéen plus élevée sur l'euro que sur le dollar américain. Au cours officiel, cette dépréciation face aux deux principales devises a respectivement été de 1,6% et 1,3%, contre 3,8% et 2,9% sur le marché parallèle. En 2014, la prime de change entre les marchés officiel et parallèle a été de 2,9% et 2,5% face à l'euro et au dollar américain, après

0,7% et 1,1% en 2013, du fait notamment de l'accroissement de la demande.

4. Le déficit budgétaire avec et hors dons a respectivement été de 4,3% et 6,8% du PIB, contre un objectif de 4,6% et 12,3% en 2014, du fait en partie d'une forte contraction des dépenses en capital sur le financement extérieur. Sur la base des repères quantitatifs programmés à fin décembre 2014, les recettes totales ont enregistré un manque à gagner de 5,8% du PIB, imputable à celui respectivement des dons et recettes fiscales de 5,2% et 0,8%, atténué par un dépassement des recettes non fiscales de 0,2% du PIB.

Par conséquent, les dépenses totales ont connu par rapport aux objectifs programmés à fin décembre 2014, une forte contraction de 6,1% du PIB, liée à celle de 4,2% pour les dépenses en capital et 1,9% pour les dépenses courantes ; situation préoccupante.

Sur la base des repères quantitatifs à fin décembre 2014, les règlements du service de la dette extérieure ont connu une contraction de 14,3% de l'objectif, imputable à la compression du principal de 12,3% et des intérêts de 2,0%, du fait en partie du retard dans l'application du manuel de nouvelles procédures.

Comparés aux objectifs à fin décembre 2014, les règlements du service de la dette intérieure ont également enregistré une forte contraction de 24,8% des repères, imputable à celle du principal de 34,6%, contenue par un dépassement des paiements d'intérêts de 9,7% de l'objectif.

5. Par rapport aux critères quantitatifs en décembre 2014, les réserves internationales nettes, la base monétaire et les avoirs intérieurs nets de la Banque Centrale ont respectivement connu un dépassement de 10,4%, 8,4% et 3,6% des objectifs, du fait d'une hausse simultanée du crédit à l'économie et des ordres de couverture des opérations d'importations, contenue par une baisse des dépôts du Trésor.

En décembre 2014, le crédit à l'économie et le crédit à l'État ont en glissement annuel augmenté de 43,9% et 15,4% respectivement, contre 35,0% et 22,7% en 2013, du fait d'un léger regain du climat des affaires, contenu par une contraction des dépôts du Trésor.

Dans le cadre de la surveillance multilatérale à fin décembre 2014, la Guinée a rempli six critères de convergence dont quatre de second rang pour la CEDEAO. Globalement, beaucoup d'efforts restent à fournir sur notamment la pression fiscale et le non accumulation des arriérés.

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Selon l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), la croissance du PIB réel des Sept grands pays industriels a décéléré en glissement annuel à 1,6% au 4^{ème} trimestre 2014, après 2,3% en 2013. Cette croissance masque une très grande disparité entre les pays membres, du fait en partie d'une persistance des conditions géopolitiques et météorologiques anormales, aggravée par un ralentissement économique dans les pays émergents.

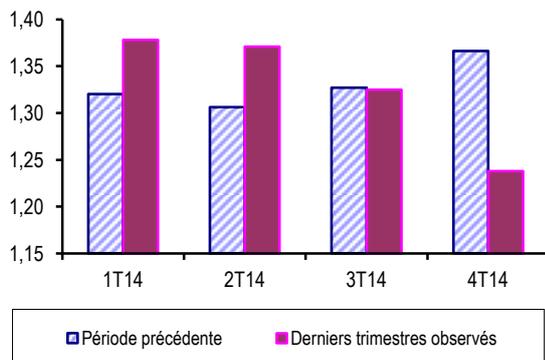
1.1 Croissance économique mitigée

En Italie, au Royaume-Uni et en Allemagne, le PIB réel s'est respectivement accru en glissement annuel de -0,3%, 2,7% et 1,5% au quatrième trimestre 2014, contre -1,2%, 2,4% et 1,1% en 2013, soit une tendance haussière en points de pourcentage d'environ 0,9, 0,3 et 0,4 respectivement. Par contre, en France, aux États-Unis et au Japon, la croissance du PIB réel s'est respectivement décélérée à 0,2%, 2,5% et -0,4% au 4^{ème} trimestre 2014, après 0,8%, 3,1% et 2,2% en 2013, soit une tendance baissière en points de pourcentage d'environ 2,6, 0,6 et 0,6 respectivement.

En Afrique subsaharienne, le Fonds monétaire international (FMI) annonce une croissance de 5,4% en 2014 contre 4,9% en 2013, grâce notamment à la hausse des cours des matières premières et de la consommation des ménages.

1.2 Cours de l'euro en baisse

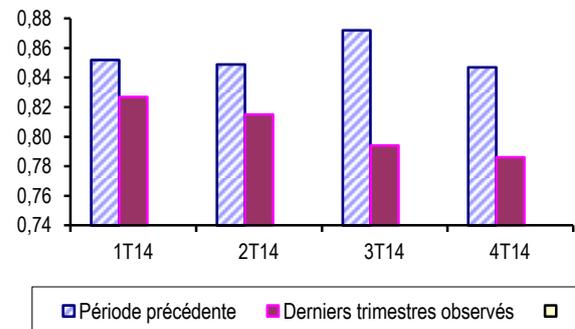
Graphique 1.1.1 : Evolution trimestrielle des cours de l'euro (en \$US)



Sources: AFD/Produit doc, le Monde, Marchés Tropicaux

En 2014, le cours moyen de l'euro a atteint 1,326 USD, 0,805 £ et 140,724 ¥, contre respectivement 1,330, 0,855, 129,303 en 2013, soit une baisse de 0,3% aux États-Unis, 5,8% au Royaume-Uni et une hausse de 8,8% au Japon, après respectivement une augmentation de 3,4%, 5,4% et 26,0% en 2013.

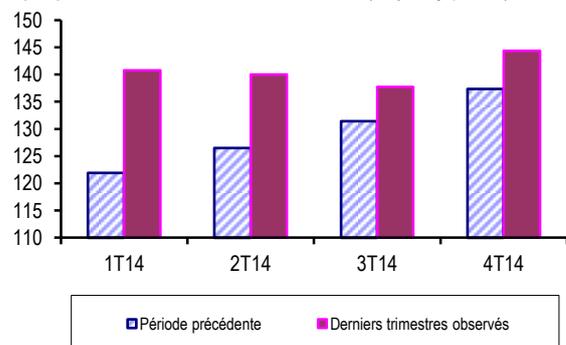
Graphique 1.1.2 : Evolution des cours de l'euro (en livre sterling)



Sources: AFD/Produit doc, le Monde, Marchés Tropicaux

Par rapport à 2013, la monnaie unique de la zone euro a enregistré en 2014, une tendance baissière d'environ 3,7 points aux États-Unis, 11,2 points au Royaume-Uni et 17,2 points au Japon, du fait notamment d'un ralentissement des crédits de refinancement des déficits et dettes publics qui étouffaient les États européens, notamment la Grèce.

Graphique 1.1.3: Evolution des cours de l'euro (en yens japonais)



Sources: AFD/Produit doc, le Monde, Marchés Tropicaux

Au cours de second semestre 2014, l'euro a été négocié à 1,282 USD, 0,790 £, et 141,053 ¥, après respectivement 1,347, 0,859 et 134,399 il y a un an, soit une baisse de 4,8%, 8,1% et un accroissement de 5,0% au 2^{ème} semestre 2014, contre une hausse de 5,7%, 7,5% et 31,9% sur la même période en 2013. Ainsi, au cours du second semestre 2014, l'euro a connu une tendance baissière plus élevée d'environ 10,5

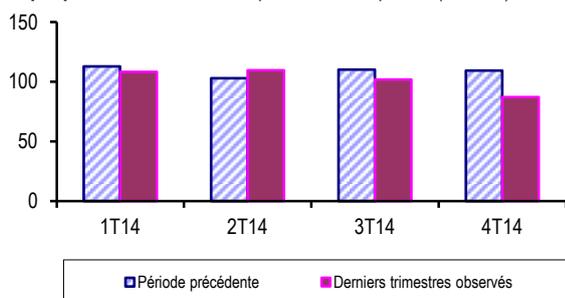
points aux États-Unis, 15,6 points au Royaume-Uni et 27,0 points au Japon. Sur la période, la faiblesse de l'euro face aux principales devises s'explique en partie par une reprise d'activité économique dans la zone euro.

Au quatrième trimestre 2014, le taux moyen de l'euro a été de 1,238 USD, 0,786 £ et 144,367 ¥ contre respectivement 1,366, 0,847 et 137,354 en 2013, soit une baisse de 9,4%, 7,1% et une hausse de 5,1% en 2014, après respectivement une augmentation simultanée de 5,3%, 4,8% et 30,4% en 2013. Sur la période, l'euro a ainsi enregistré une tendance baissière d'environ 14,6 points aux États-Unis, 12,0 points au Royaume-Uni et 25,3 points au Japon, confirmant une reprise d'activité économique en Europe.

1.3 Cours des produits de base en hausse

En 2014, les prix moyens de cacao, riz, huile d'arachide, café, huile de palme, l'or, aluminium, et pétrole, ont respectivement atteint 1.857,52 £, 500,60 USD, 1.259,81 USD, 3.337,26 USD, 845,85 USD, 1.527,78 USD, 1.887,73 USD et 101,72 USD, contre respectivement 1.432,07, 474,0, 1.139,86, 3.140,38, 880,58, 1.531,99, 1.856,42 et 108,86 en 2013.

Graphique 1.2.1 : Evolution des prix du baril de pétrole (en USD)

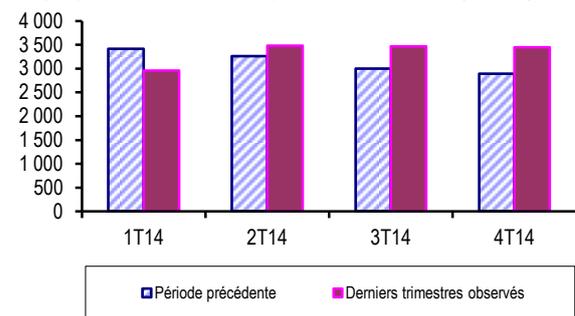


Sources: AFD/Produit doc, le Monde, Marchés Tropicaux

En 2014, ces prix moyens ont respectivement varié de : 30,4%, 5,6%, 10,5%, 6,3%, -3,9%, -0,3%, 1,7% et -6,6%, contre -6,9%, -9,6%, -3,0%, -5,3%, -11,9%, -8,2%, -2,2% et -2,5% en 2013, soit une tendance haussière en points de pourcentage d'environ 37,3 pour le cacao, 15,2 pour le riz, 13,5 pour l'huile d'arachide, 11,6 pour le café, 7,93 pour l'huile de palme, 7,92 pour l'or et de 3,8 pour l'aluminium, atténuée par une tendance baissière de 4,1 pour le pétrole, du fait en partie d'une reprise de la demande malgré la

persistance des tensions géopolitiques en 2014.

Graphique 1.2.2 : Evolution des prix de la tonne de café (en USD)

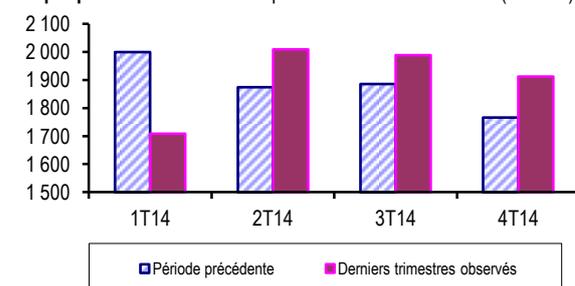


Sources: AFD/Produit doc, le Monde, Marchés Tropicaux

Au second semestre 2014, les prix moyens de ces différents produits de base ont respectivement été de 1.957,77 £, 540,37 USD, 1.341,67 USD, 3.455,80 USD, 734,85 USD, 1.515,89 USD, 1.950,75 USD et 94,52 USD, après 1.421,56, 426,18, 1.126,71, 2.945,10, 909,66, 1.494,58, 1.775,0 et 109,78 en 2013.

Ainsi, au 2^{ème} semestre 2014, les prix moyens ont respectivement varié de : 37,7%, 26,8%, 19,1%, 17,3%, -19,2%, 1,4%, 9,9% et -13,9%, contre -10,0%, -17,6%, -3,7%, -8,6%, 0,9%, -11,4%, -7,2% et -0,1% en 2013, soit une tendance haussière en points de pourcentage d'environ 47,7 pour le cacao, 44,4 pour le riz, 22,8 pour l'huile d'arachide, 26,0 pour le café, 17,1 pour l'aluminium et 12,8 pour l'or, contenue par une tendance baissière de 13,8 pour le pétrole et 20,2 pour l'huile de palme.

Graphique 1.2.3 : Evolution des prix de la tonne d'aluminium (en USD)



Sources: AFD/Produit doc, le Monde, Marchés Tropicaux

Au cours du quatrième trimestre 2014, les prix moyens des produits de base ont respectivement été négociés à 1.935,22 £, 531,91 USD, 1.338,35 USD, 3.445,95 USD, 697,71 USD, 1.476,97 USD, 1.912,17 USD et 87,11 USD, après 1.426,60, 411,83, 1.114,49, 2.888,98, 992,00, 1.469,44, 1.767,20 et 109,45 en 2013.

Au 4^{ème} trimestre 2014, ces différents prix ont respectivement varié de : 35,7%, 29,2%, 20,1%, 19,3%, -29,7%, 0,5%, 8,2% et -20,4% contre -7,9%, -21,0%, -0,1%, -9,5%, 22,6%, -14,6%, -11,5% et -0,6% en 2013, soit une tendance haussière en points de pourcentage d'environ 50,2 pour le riz, 43,6 pour le cacao, 28,7 pour le café, 20,2 pour l'huile d'arachide, 19,7 pour l'aluminium et 15,1 pour l'or, atténuée par une tendance baissière de 19,8 pour le pétrole et 52,2 pour l'huile de palme.

II. AU PLAN NATIONAL

En Guinée, l'année 2014 a été marquée par: i) la poursuite d'une consolidation des efforts de gestion des finances publiques et la situation monétaire; et ii) la décélération de la croissance du PIB réel à 1,3% contre 4,5% prévu initialement. Cette décélération résulte en partie d'un environnement international économique difficile, aggravé par les effets néfastes de la psychose liée à la propagation de l'épidémie de la fièvre hémorragique à virus Ébola.

2.1 ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE AU RALENTI

En 2014, la Guinée devrait enregistrer une décélération de la croissance du PIB réel à 1,3% contre un objectif initial de 4,5%, du fait notamment d'un ralentissement de l'activité dans les mines, la manufacture et les services. Cette croissance moindre serait tirée par les secteurs tertiaire (0,6%), secondaire (0,4%) et primaire (0,3%).

2.1.1 SECTEUR PRIMAIRE AU RALENTI

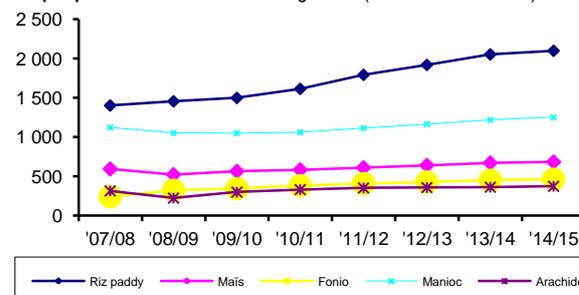
Au niveau du secteur primaire (23,0% du PIB), la valeur ajoutée devrait enregistrer une décélération de 3,3% en 2014 contre 5,1% en 2013, liée notamment au sous secteur de la pêche, avec une hausse modeste de sa valeur ajoutée à 3,4% en 2014 après 6,7% en 2013.

Production agricole vivrière au ralenti

En dépit d'une extension des superficies irriguées et d'une utilisation plus rationnelle d'intrants agricoles, la production vivrière devrait

connaître une décélération à 2,4% en 2014, après 5,5% il y a un an, du fait d'une croissance moindre de 3,0% pour l'arachide (374 mille tonnes), 2,9% pour le fonio (464 mille tonnes), 2,6% pour le manioc (1.251 mille tonnes), 2,2% pour le riz paddy (2.099 mille tonnes) et de 1,8% pour le maïs (684 mille tonnes).

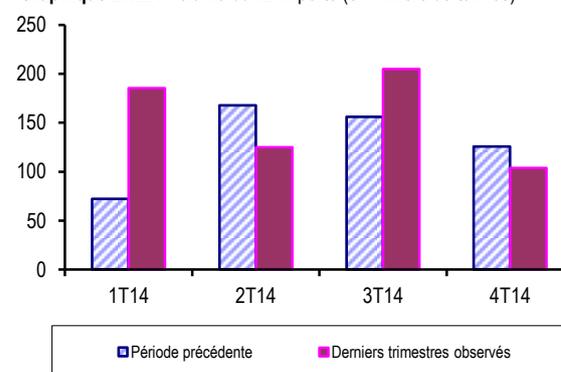
Graphique 2.1.1 : Produits vivriers agricoles (en milliers de tonnes).



Source : SNSA

En raison d'un taux d'accroissement démographique moyen de 3,1% par an, l'offre du riz demeure insuffisante. Mais pour résorber le déficit en riz, les opérateurs économiques ont importé 619,04 mille tonnes en 2014, 308,72 au 2^{ème} semestre dont 103,77 au 4^{ème} trimestre, contre 531,35 en 2013, 281,48 au 2^{ème} semestre avec 125,60 au 4^{ème} trimestre.

Graphique 2.1.2 : Volume du riz importé (en milliers de tonnes)



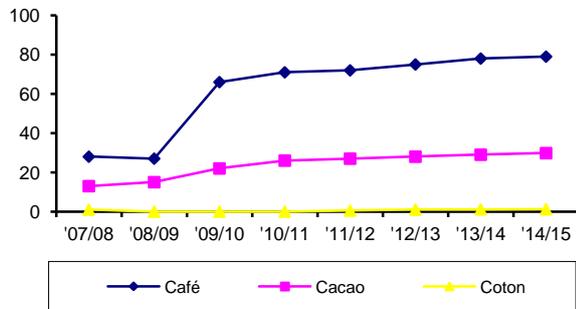
Source : MDB/DGD

En glissement annuel, ces chiffres ont varié de : 16,5% en 2014, 9,7% dont -17,4%, après -1,6% en 2013, -21,1% avec -32,6%, soit une tendance haussière en points de pourcentage d'environ 18,1 en 2014, 30,8 au 2^{ème} semestre dont 15,2 au 4^{ème} trimestre, à cause des efforts de reconstitution des stocks d'appui à la sécurité alimentaire dans les magasins témoins.

Exportations des produits agricoles en baisse

Malgré une relance de la culture du coton, les volumes des exportations des produits de rente devrait enregistrer une décélération de 1,7% en 2014 contre 3,9% en 2013.

Graphique 2.1.3. : Produits de rente (en milliers de tonnes).

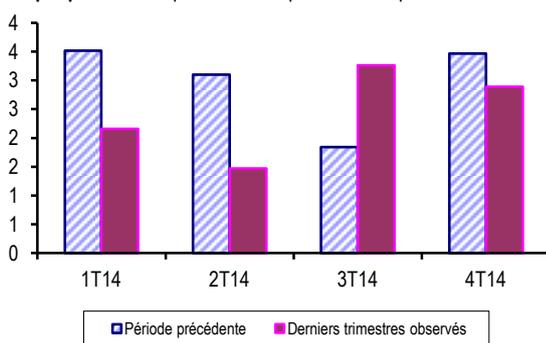


Sources : MEF/DND, MT/PAC

Au cours de la campagne 2014/2015, les exportations de ces produits de rente atteindraient 79,00 mille tonnes pour le café, 29,80 mille tonnes pour le cacao et 1,20 mille tonnes pour le coton, contre respectivement 78,00 mille tonnes, 29,00 mille et 1,14 mille au cours de la campagne précédente.

En 2014, le cumul du volume des exportations des produits halieutiques a été de 9,78 mille tonnes, 6,15 au 2^{ème} semestre dont 2,89 au 4^{ème} trimestre, après 11,92 en 2013, 5,30 au 2^{ème} semestre avec 3,47 au 4^{ème} trimestre.

Graphique 2.1.4 : Exportations des produits de la pêche industrielle



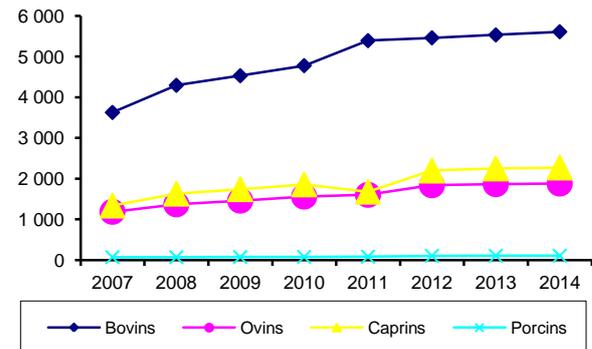
Source : MPA/DNP

En glissement annuel, les volumes d'exportation des produits de la pêche industrielle ont varié de : -17,9% en 2014, 15,9% au 2^{ème} semestre avec -16,6% au 4^{ème} trimestre, contre -16,3% en 2013, -10,7% au 2^{ème} semestre dont -4,6% au 4^{ème} trimestre, soit une tendance baissière en points de pourcentage d'environ 1,7 en 2014,

imputable à celle de 12,0 points au 4^{ème} trimestre, malgré une tendance haussière de 26,6 points au 2^{ème} semestre. Cette baisse annuelle, confirme en partie l'approvisionnement irrégulier du marché domestique en produits halieutiques.

Production animale peu dynamique

Graphique 2.1.5 : Production animale (en milliers de têtes).



Source : SNSA

En 2014, la production animale devrait augmenter de 1,2% contre 1,6% en 2013, du fait en partie de l'impact du retard des appuis aux éleveurs.

Par rapport à 2013, les effectifs du cheptel devraient augmenter en 2014 de 1,9% pour les porcins (108 mille), 1,4% pour les bovins (5.608 mille), 1,0% pour les caprins (2.273 mille) et 0,8% pour les ovins (1.879 mille).

2.1.2. SECTEUR SECONDAIRE DYNAMIQUE

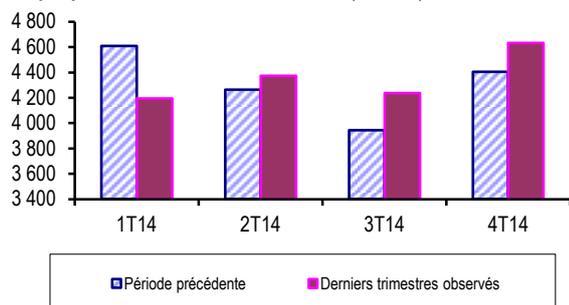
Dans le secteur secondaire (32,8% du PIB), la valeur ajoutée devrait enregistrer une hausse de 3,1% en 2014, après 0,7% en 2013, à cause notamment d'une reprise graduelle de l'activité minière et énergétique, avec une hausse des valeurs ajoutées de 3,9% et 9,0% respectivement en 2014, après -6,8% et -7,5% en 2013. Cette performance relative résulterait en partie des nouveaux investissements dans le projet du minerai de fer de Simandou.

Production de bauxite peu dynamique

En 2014, le cumul du volume de la production de bauxite a été de 17.438,97 mille tonnes, 8.871,14 au 2^{ème} semestre 2014 avec 4.632,31 au 4^{ème}

trimestre, après 17.217,51 en 2013, 8.347,15 au 2^{ème} semestre dont 4.403,41 au 4^{ème} trimestre.

Graphique 2.1.6 : Production de la bauxite (en 000 t)



Source : MMG/CBG

En glissement annuel, les différents volumes de la production de bauxite ont varié de : 1,3% en 2014, 6,3% au 2^{ème} semestre avec 5,2% au 4^{ème} trimestre, contre -1,0% en 2013, -1,9% au second semestre dont -2,5% au 4^{ème} trimestre, soit une tendance haussière en points de pourcentage d'environ 2,3 en 2014, 8,2 au 2^{ème} semestre dont 7,7 au 4^{ème} trimestre, du fait notamment d'une reprise de la demande sur le marché international.

Productions d'or et de diamant en hausse

En 2014, le volume de la production de l'or a atteint 754,19 mille onces, 377,31 au 2^{ème} semestre dont 197,22 au 4^{ème} trimestre, après 588,87 en 2013, 298,38 au 2^{ème} semestre avec 142,10 au 4^{ème} trimestre. En glissement annuel, cette production d'or a varié de : 28,1% en 2014, 26,5% au 2^{ème} semestre dont 38,8% au 4^{ème} trimestre, contre 13,4% en 2013, 10,5% au 2^{ème} semestre avec 3,0% au 4^{ème} trimestre, soit une tendance haussière en points de pourcentage d'environ 14,7 en 2014, 16,0 au 2^{ème} semestre 2014 dont 35,7 au 4^{ème} trimestre, grâce en partie à l'augmentation de la production artisanale.

Quant au volume de la production de diamant, il a été de 162,11 mille carats en 2014, 68,75 au 2^{ème} semestre dont 44,43 au 4^{ème} trimestre, contre 197,06 en 2013, 69,57 au 2^{ème} semestre avec 26,91 au 4^{ème} trimestre. En glissement annuel, cette production a varié de : -17,% en 2014, -1,2% au 2^{ème} semestre, malgré 65,1% au 4^{ème} trimestre, contre -29,3% en 2013, -31,0% au 2^{ème} semestre avec -63,2% au 4^{ème} trimestre, soit une tendance haussière en points de

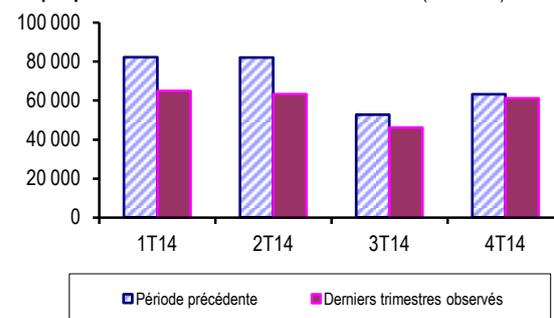
pourcentage d'environ 11,6 points en 2014, 29,8 au 2^{ème} semestre dont 128,3 au 4^{ème} trimestre, en raison notamment d'un accroissement de la production artisanale.

Production manufacturière au ralenti

Au niveau du sous secteur manufacturier, les activités de production ont connu une tendance baissière en 2014, liée en partie à l'émergence d'une concurrence déloyale.

En effet, au cours l'année 2014, le cumul du volume de la production des boissons sucrées a été d'environ 235.691 mille hectolitres, 107.326 au 2^{ème} semestre dont 61.170 au 4^{ème} trimestre, après 280.181 en 2013, 115.943 au 2^{ème} semestre avec 63.279 au 4^{ème} trimestre.

Graphique 2.1.7 : Production des boissons sucrées (en 000 hl)



Source : MIPME/BONAGUI & SOBAGUI

En glissement annuel, cette production a varié de : -15,9% en 2014, -7,4% au 2^{ème} semestre avec -3,2% au 4^{ème} trimestre, contre -12,5% en 2013, -25,3% au 2^{ème} semestre dont -20,5% au 4^{ème} trimestre, soit une tendance baissière en points de pourcentage d'environ 3,4, malgré une tendance haussière d'environ 18,0 au 2^{ème} semestre dont 17,3 au 4^{ème} trimestre 2014, liée en partie à l'émergence d'une concurrence déloyale.

Quant au volume de la production de la bière, il a été de 143.165 mille hectolitres en 2014, 61.443 au 2^{ème} semestre dont 37.694 au 4^{ème} trimestre, contre 169.959 en 2013, 75.787 au 2^{ème} semestre avec 41.540 au 4^{ème} trimestre. En glissement annuel, la production de la bière a varié de : -15,8% en 2014, -18,9% au 2^{ème} semestre dont -9,3% au 4^{ème} trimestre, après -5,8% en 2013, -19,5% au 2^{ème} semestre avec

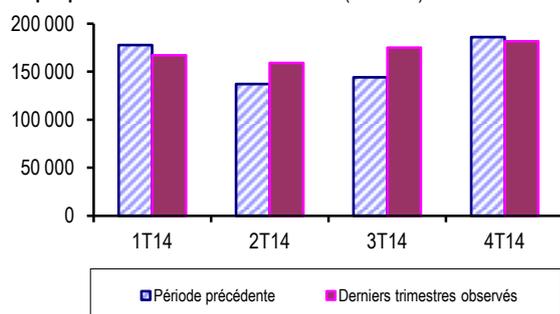
-27,8% au 4^{ème} trimestre, soit une tendance baissière en points de pourcentage d'environ 5,1 en 2014, imputable à celle de 13,1 au 2^{ème} semestre, atténuée par une tendance haussière de 18,6 au 4^{ème} trimestre, sous l'effet d'une concurrence déloyale, aggravée par la psychose de l'épidémie de la fièvre hémorragique à virus Ebola.

En outre, depuis avril 2013, les données de la production d'huile de palme de SOGUIPAH et de farine des "Grands Moulins de Guinée", n'ont toujours pas été disponibles, du fait entre autres d'une insuffisance de lisibilité des activités de ces sous secteurs ; situation préoccupante.

Production, électricité et eau, insuffisante

En 2014, le cumul du volume de la production de l'électricité a été de 702.881 MWH, 356.785 au 2^{ème} semestre avec 181.712 au 4^{ème} trimestre, après 646.707 en 2013, 329.925 au 2^{ème} semestre dont 185.774 au 4^{ème} trimestre.

Graphique 2.1.10 : Production d'électricité (en MWH)



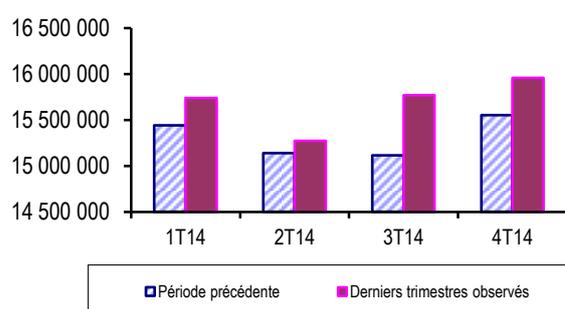
Source : MEH/EDG

En glissement annuel, la production de l'électricité a varié de : 8,7% en 2014, 8,1% au 2^{ème} semestre, malgré -2,2% au 4^{ème} trimestre, contre -11,2% en 2013, -15,1% au 2^{ème} semestre dont -10,2% au 4^{ème} trimestre, soit une tendance haussière en points de pourcentage d'environ 19,9 en 2014, grâce à celle de 23,2 au 2^{ème} semestre dont 8,0 au 4^{ème} trimestre, du fait en partie aux efforts de renforcement des capacités de gestion des Centrales thermiques, notamment Aggreko.

S'agissant de la production de l'eau potable, elle a enregistré un volume cumulé de 62.743.570 mille m³ en 2014, 31.729.951 au 2^{ème} semestre dont 15.958.177 au 4^{ème} trimestre, contre

61.242.046 en 2013, 30.664.046 au 2^{ème} semestre avec 15.551.271 au 4^{ème} trimestre.

Graphique 2.1.11 : Production d'eau potable (en milliers de m³)



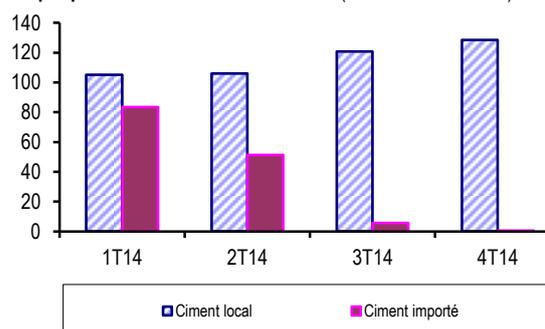
Source : MEH/SEG

En glissement annuel, la production d'eau potable a varié de : 2,5% en 2014, 3,5% au 2^{ème} semestre dont 2,6% au 4^{ème} trimestre, après 2,3% en 2013, 0,4% au 2^{ème} semestre avec 0,0% au 4^{ème} trimestre, soit une tendance légèrement haussière en points de pourcentage d'environ 0,2 en 2014, tirée par celle de 3,0 au 2^{ème} semestre, dont 2,7 au 4^{ème} trimestre 2014.

Bâtiment et Travaux publics en hausse

En 2014, le volume de la production de ciment a été de 460,33 mille tonnes, 249,18 au 2^{ème} semestre dont 128,43 au 4^{ème} trimestre, contre 376,50 en 2013, 184,17 au 2^{ème} semestre avec 90,81 au 4^{ème} trimestre.

Graphique 2.1.12 : Production de ciment (en milliers de tonnes)



Source : MIPME/Ciments de Guinée

En glissement annuel, la production de ciment a varié de : 22,3% en 2014, 35,3% au 2^{ème} semestre dont 41,4% au 4^{ème} trimestre, après 20,7% en 2013, 44,7% au 2^{ème} semestre avec 58,4% au 4^{ème} trimestre, soit une tendance légèrement haussière en points de pourcentage d'environ 1,6 en 2014, malgré une tendance baissière de 9,4 au 2^{ème} semestre dont 17,0 au

4^{ème} trimestre, du fait en partie d'un recul de la demande, conjuguée à l'impact des efforts de riposte contre la propagation de l'épidémie de la fièvre hémorragique à virus Ébola en 2014.

Sur la période, le cumul du volume du ciment importé a été de 141,10 mille tonnes en 2014, 6,29 au 2^{ème} semestre dont 0,56 au 4^{ème} trimestre, contre 440,51 en 2013, 170,86 au 2^{ème} semestre avec 62,87 au 4^{ème} trimestre. En glissement annuel, le volume du ciment importé a varié de : -68,0% en 2014, -96,3% au 2^{ème} semestre dont -99,1% au 4^{ème} trimestre, contre -24,4% en 2013, -39,8% au 2^{ème} semestre avec -56,6% au 4^{ème} trimestre, soit une forte tendance baissière en points de pourcentage d'environ 43,5 en 2014, liée à celle d'environ 56,5 au 2^{ème} semestre dont 42,5 au 4^{ème} trimestre.

Concernant le cumul du volume de la production de peinture, il a été de 9.721,59 mille tonnes en 2014, 4.750,62 au 2^{ème} semestre dont 2.478,18 au 4^{ème} trimestre, après 8.676,41 en 2013, 4.231,65 au 2^{ème} semestre avec 2.464,32 au 4^{ème} trimestre. En glissement annuel, cette production de peinture a varié de : 12,0% en 2014, 12,3% au 2^{ème} semestre avec 0,6% au 4^{ème} trimestre, contre 10,8% en 2013, 3,7% au 2^{ème} semestre dont 5,5% au 4^{ème} trimestre, soit une tendance légèrement haussière en points de pourcentage d'environ 1,3 en 2014, grâce à celle de 8,5 points au 2^{ème} semestre, contenue par une tendance baissière d'environ 4,9 au 4^{ème} trimestre.

2.1.3. SECTEUR TERTIAIRE EN BAISSÉ

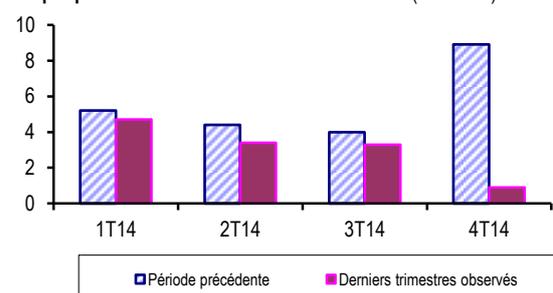
En 2014, la valeur ajoutée du secteur tertiaire (44,2% du PIB) devrait enregistrer une contraction de 0,9% contre une hausse de 1,9% en 2013, entravée par la baisse en pourcentage de points des valeurs ajoutées de tous les sous secteurs, notamment le transports (4,5 points), le commerce et les droits à l'importation (1,0 point).

Commerce relativement appréciable

Au cours de l'année 2014, les exportations FOB ont atteint 11.765,19 milliards de GNF (25,5% du PIB), 6.632,80 (14,4%) au 2^{ème} semestre 2014 dont 3.478,12 (7,5%)0, après 9.593,01 (21,4%)

en 2013, 5.195,09 (11,6%) au 2^{ème} semestre avec 2.869,47 (6,4%) au 4^{ème} trimestre. En glissement annuel, ces exportations ont varié de : 22,6% en 2014, 27,7% au 2^{ème} semestre dont 21,2% au 4^{ème} trimestre, après -25,1% en 2013, 7,3% au 2^{ème} semestre avec 9,9% 4^{ème} trimestre, soit une tendance haussière en points de pourcentage d'environ 47,7 en 2014, grâce à celle de 20,4 au 2^{ème} semestre dont 11,3 au 4^{ème} trimestre, à cause d'une amélioration significative des recettes d'exportation des produits miniers notamment.

Graphique 2.1.13: Evolution du déficit commercial (en % PIB)



Source : MDB/DND

Quant aux importations CAF, elles se sont chiffrées à 17.401,67 milliards de GNF (37,7% du PIB) en 2014, 8.553,55 (18,5%) au 2^{ème} semestre avec 3.885,88 (8,4%) au 4^{ème} trimestre, après 19.713,74 (44,0%) en 2013, 10.988,28 (24,5%) au 2^{ème} semestre dont 6.864,81 (15,3%) au 4^{ème} trimestre. En glissement annuel, ces importations ont varié de : -11,7% en 2014, -22,2% au 2^{ème} semestre dont -43,4% au 4^{ème} trimestre, contre 13,5% en 2013, 30,0% au 2^{ème} semestre avec 56,6% au 4^{ème} trimestre, soit une tendance baissière en points de pourcentage d'environ 25,2 en 2014, imputable à celle de 52,1 au 2^{ème} semestre dont 100,0 au 4^{ème} trimestre, confirmant ainsi la baisse de la demande liée en partie à l'impact des efforts de riposte contre la propagation de l'épidémie de la fièvre hémorragique à virus Ébola.

Il ressort un déficit commercial de 12,2% du PIB en 2014, 4,2% au 2^{ème} semestre dont 0,9% au 4^{ème} trimestre, après 22,6% en 2013, 12,9% au 2^{ème} semestre avec 8,9% au 4^{ème} trimestre, soit une baisse en points de pourcentage d'environ 10,4 en 2014, 8,8 points au 2^{ème} semestre dont 8,0 au 4^{ème} trimestre, liée à une amélioration des

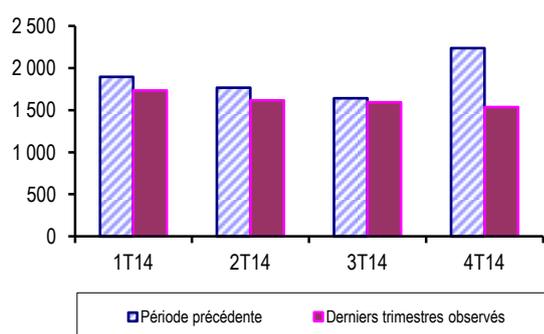
recettes d'exportation des produits miniers en particulier.

Par conséquent, le taux d'ouverture (part du pays dans l'échange international) a atteint 31,6% en 2014, 16,4% au 2^{ème} semestre avec 8,0% au 4^{ème} trimestre, contre 32,7% en 2013, 18,0% au 2^{ème} semestre dont 10,9% au 4^{ème} trimestre, soit une tendance baissière en points de pourcentage d'environ 1,1 en 2014, imputable à celle de 1,6 au 2^{ème} semestre dont 2,9 au 4^{ème} trimestre, du fait en partie des effets néfastes de l'épidémie de la fièvre hémorragique à virus Ébola.

Transport en hausse

Les mouvements d'aéronefs ont été de 6.484 vols en 2014, 3.130 au 2^{ème} semestre dont 1.536 au 4^{ème} trimestre, après 7.144 en 2013, 3.478 au 2^{ème} semestre avec 2.230 au 4^{ème} trimestre.

Graphique 2.1.14 : Evolution des mouvements d'aéronefs



Source : MT/SOGEAC

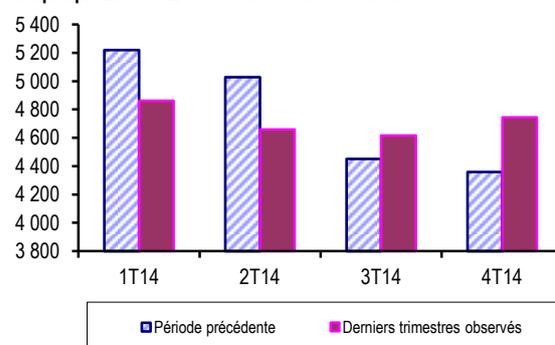
En glissement annuel, ces mouvements d'aéronefs ont varié de : -9,2% en 2014, -10,0% au 2^{ème} semestre dont -46,9%, contre -24,0% en 2013, -23,6% au 2^{ème} semestre avec -17,8% au 4^{ème} trimestre, soit une tendance haussière en points de pourcentage d'environ 14,7 en 2014, liée simultanément à 13,6 au 2^{ème} semestre avec 1,5 au 4^{ème} trimestre, du fait en partie d'une reprise progressive des vols aériens.

Quant au cumul du nombre des passagers aériens, il a été de 274.367 personnes en 2014, avec 114.346 au 2^{ème} semestre, avec 48.415 au 4^{ème} trimestre, contre 329.480 en 2013, 174.827 au 2^{ème} semestre dont 91.229 au 4^{ème} trimestre. En glissement annuel, ce nombre de passagers aériens a varié de : -16,7% en 2014, -34,6% au

2^{ème} semestre, avec -46,9% au 4^{ème} trimestre, après -8,5% en 2013, -9,4% au 2^{ème} semestre, dont -7,0% au 4^{ème} trimestre, soit une tendance baissière en points de pourcentage d'environ 8,2 en 2014, imputable simultanément à celle de 25,2 au 2^{ème} semestre et 34,9 au 4^{ème} trimestre, du fait en partie de l'impact de la psychose de la fièvre hémorragique à virus Ébola.

S'agissant du cumul du nombre de véhicules immatriculés à Conakry, il a atteint 18.882 véhicules en 2014, 9.361 au 2^{ème} semestre, dont 4.745 au 4^{ème} trimestre, contre 19.059 en 2013, 8.812 au 2^{ème} semestre, avec 4.360 au dernier trimestre 2013.

Graphique 2.1.15 : Evolution des véhicules immatriculés



Source : MT/BRTTC

En glissement annuel, le cumul du nombre de véhicules immatriculés à Conakry a varié de : -0,9% en 2014, 6,2% au 2^{ème} semestre, dont 8,8% au 4^{ème} trimestre, après -5,9% en 2013, -14,9% au 2^{ème} semestre avec -12,8% au 4^{ème} trimestre, soit une tendance haussière en points de pourcentage d'environ 5,0 en 2014, tirée par celle de 21,1 au 2^{ème} semestre dont 21,6 au 4^{ème} trimestre, à cause d'une reprise de la demande liée aux efforts de riposte contre la propagation de l'épidémie de la fièvre hémorragique à virus Ébola.

2.2 FINANCES PUBLIQUES ET MONNAIE

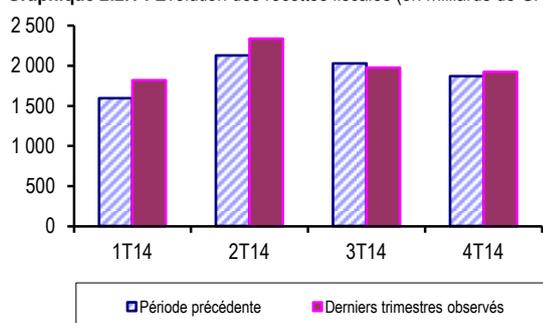
En dépit d'une conjoncture internationale difficile, aggravée par la psychose de l'épidémie de la fièvre hémorragique à virus Ébola, la Guinée a enregistré des résultats appréciables dans la gestion des finances publiques, la maîtrise de l'inflation et la situation monétaire en 2014.

2.2.1 Recettes et dons moins que prévu

En Guinée, les efforts de mobilisation des recettes totales ont atteint en milliards de GNF 9.702,33 (21,0% du PIB) en 2014, 4.790,33 (10,4%) au 2^{ème} semestre dont 2.571,31 (5,6%) au 4^{ème} trimestre, contre 9.694,83 (21,6%) en 2013, 4.979,33 (11,1%) au 2^{ème} semestre avec 2.452,59 (5,5%) au 4^{ème} trimestre.

Par rapport à 2013, les recettes totales ont varié de : 0,1% en 2014, -3,8% au 2^{ème} semestre dont 4,8% au 4^{ème} trimestre, après 0,4% en 2013, -6,7% au 2^{ème} semestre, avec -16,1% au 4^{ème} trimestre, soit une tendance baissière en points de pourcentage d'environ 0,3 en 2014, malgré une tendance haussière de 2,9 au 2^{ème} semestre dont 21,0 au 4^{ème} trimestre.

Graphique 2.2.1 : Evolution des recettes fiscales (en milliards de GNF)



Source : MDB/DNB

Les recettes fiscales ont été de 8.058,85 milliards de GNF (17,5% du PIB) en 2014, 3.900,29 (8,4%) au 2^{ème} semestre avec 1.923,06 (4,2%) au 4^{ème} trimestre, après 7.619,20 (17,0%) en 2013, 3.897,66 (8,7%) au 2^{ème} semestre dont 1.869,27 (4,2%) au 4^{ème} trimestre.

En glissement annuel, les recettes fiscales ont varié de : 5,8% en 2014, 0,1% au 2^{ème} semestre, avec 2,9% au 4^{ème} trimestre, contre 0,2% en 2013, 1,1% au 2^{ème} semestre dont -7,1% au 4^{ème} trimestre, soit une tendance haussière en points de pourcentage d'environ 5,8 en 2014, grâce à celle de 10,0 au 4^{ème} trimestre, contenue par une tendance baissière d'environ 1,1 au 2^{ème} semestre 2014.

Les recettes non fiscales ont atteint 478,29 milliards de GNF (1,0% du PIB) en 2014, 293,64 (0,6%) au 2^{ème} semestre, avec 113,04 (0,2%) au

4^{ème} trimestre, après 270,84 (0,6%) en 2013, 177,99 (0,4%) au 2^{ème} semestre dont 97,16 (0,2%) au 4^{ème} trimestre, soit une forte tendance haussière d'environ 104,4 en 2014, grâce à celle de 74,3 au 2^{ème} semestre, malgré une tendance baissière de 9,4 au 4^{ème} trimestre 2014.

Quant aux dons et emprunts, ils se sont chiffrés à 1.165,19 milliards de GNF (2,5% du PIB) en 2014, 596,40 (1,3%) au 2^{ème} semestre, avec 535,21 (1,2%) au 4^{ème} trimestre, après 1.804,79 (4,0%) en 2013, 903,68 (2,0%) au 2^{ème} semestre, dont 486,16 (1,1%) au 4^{ème} trimestre.

Par rapport l'année précédente, les dons et emprunts ont varié de : -35,4% en 2014, -34,0% au 2^{ème} semestre, avec 10,1% au 4^{ème} trimestre, contre 7,2% en 2013, -29,7% au 2^{ème} semestre, dont -41,8% au 4^{ème} trimestre, soit une tendance baissière en points de pourcentage d'environ 42,6 en 2014, imputable à celle de 4,3 au 2^{ème} semestre, atténuée par une tendance haussière de 51,9 au 4^{ème} trimestre 2014, du fait en partie de l'impact de l'épidémie de la fièvre hémorragique à virus Ebola.

Sur la base des objectifs quantitatifs du programme appuyé par la Facilité élargie de crédit, les recettes totales ont enregistré un manque à gagner de 2.690,70 milliards de GNF (5,8% du PIB) en 2014, imputable à celui des dons et emprunts de 2.391,52 (5,2%) et des recettes fiscales de 385,80 (0,8%), contenu par un dépassement des recettes non fiscales de 86,62 (0,2% du PIB) ; situation préoccupante.

2.2.2 Dépenses totales, maîtrisées

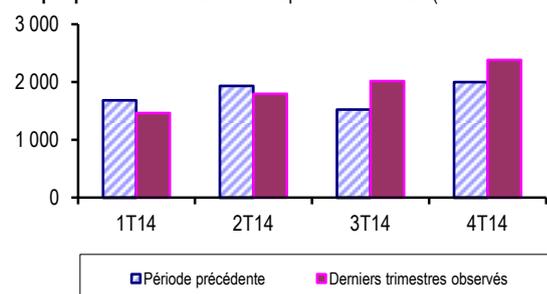
En Guinée, le niveau d'exécution des dépenses totales a été de 11.680,06 milliards de GNF (25,3% du PIB) en 2014, 6.644,83 (14,4%) au 2^{ème} semestre, avec 3.752,34 (8,1%) au 4^{ème} trimestre, après 10.974,89 (24,5%) en 2013, 5.518,26 (12,3%) au 2^{ème} semestre, dont 2.951,81 (6,6%) au 4^{ème} trimestre.

Par rapport à 2013, les dépenses ont varié de : 6,4% en 2014, 20,4% au 2^{ème} semestre, avec 27,1% au 4^{ème} trimestre, contre 8,2% en 2013, -4,4% au 2^{ème} semestre, dont -17,1% au 4^{ème}

trimestre, soit une tendance baissière en points de pourcentage d'environ 1,7 en 2014, atténuée par une tendance haussière de 24,8 au 2^{ème} semestre, avec 44,2 au 4^{ème} trimestre 2014.

Les dépenses courantes ont été de 7.652,43 milliards de GNF (16,6% du PIB) en 2014, 4.396,13 (9,5%) au 2^{ème} semestre, dont 2.382,26 (5,2%) au 4^{ème} trimestre, après 7.142,92 (16,0%) en 2013, 3.524,08 (7,9%) au 2^{ème} semestre, avec 2.001,34 (4,5%) au 4^{ème} trimestre.

Graphique 2.2.2 : Evolution des dépenses courantes (en milliards GNF)



Source : MDB/DNB

En glissement annuel, les dépenses courantes ont varié de : 7,1% en 2014, 24,7% au 2^{ème} semestre, avec 19,0% au 4^{ème} trimestre, contre 16,9% en 2013, -1,9% au 2^{ème} semestre, dont -0,1% au 4^{ème} trimestre, soit une tendance baissière en points de pourcentage d'environ 9,7 en 2014, contenue par une tendance haussière de 26,7 au 2^{ème} semestre, dont 19,1 au 4^{ème} trimestre.

Concernant les dépenses en capital, elles se sont chiffrées à 3.938,91 milliards de GNF (8,5% du PIB) en 2014, 2.193,73 (4,8%) au 2^{ème} semestre, avec 1.357,12 (2,9%) au 4^{ème} trimestre, après 3.822,52 (8,5%) en 2013, 1.994,18 (4,5%) au 2^{ème} semestre, dont 950,47 (2,1%) au 4^{ème} trimestre.

Par rapport à 2013, les dépenses en capital ont varié de : 3,0% en 2014, 10,0% au 2^{ème} semestre, avec 42,8% au 4^{ème} trimestre, après 1,0% en 2013, 3,3% au 2^{ème} semestre, dont -27,7% au 4^{ème} trimestre, soit une tendance haussière en points de pourcentage d'environ 2,0 en 2014, imputable à celle de 6,7 au 2^{ème} semestre, dont 70,5 au 4^{ème} trimestre 2014, du fait en partie des efforts liés à la riposte contre la

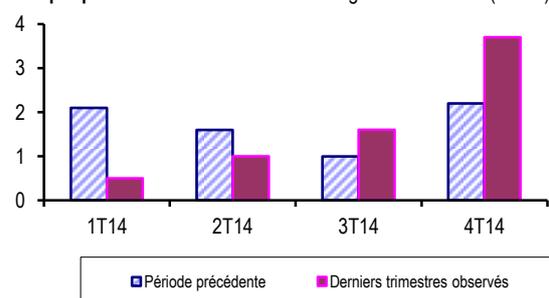
propagation de l'épidémie de la fièvre hémorragique à virus Ebola.

Par rapport aux objectifs quantitatifs du programme appuyé par la Facilité élargie de crédit, l'exécution des dépenses totales a enregistré une contraction de 2.820,18 milliards de GNF (6,1% du PIB) en 2014, imputable à celle des dépenses en capital et des dépenses courantes de 1.943,78 (4,2%) et 854,78 (1,9%) respectivement ; situation préoccupante.

2.2.3 Solde budgétaire et son financement

Sur la base des repères quantitatifs programmés à fin décembre 2014, le déficit budgétaire a été moins élevé que prévu, soit 4,3% et 6,8% du PIB pour respectivement le déficit budgétaire avec et hors dons, contre des objectifs de 4,6% et 12,3% respectivement, à cause notamment d'un important manque à gagner sur les dons et emprunts, ainsi que sur les recettes fiscales.

Graphique 2.2.3 : Evolution du déficit budgétaire hors dons (% PIB)



Source : MDB/DNB

De même, le solde primaire a été moins important que prévu, soit -3,9% du PIB contre un objectif de -5,6% à fin décembre 2014.

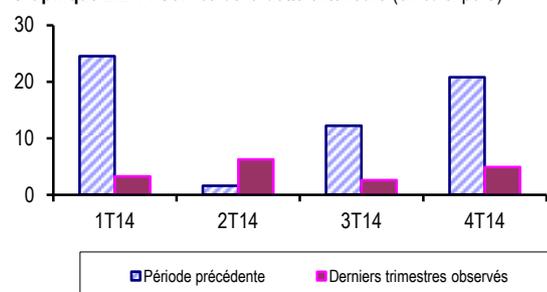
Enfin, le solde base caisse de -1.884,95 milliards de GNF à fin décembre 2014 a été financé à hauteur de 878,70 milliards sur le financement extérieur net, contre 1.006,25 milliards sur le financement intérieur net.

2.2.4 Dette publique contrastée

En Guinée, les règlements du service de la dette publique extérieure ont atteint 4,3% des recettes d'exportation en 2014, 3,8% au 2^{ème} semestre, dont 4,9% au 4^{ème} trimestre, contre 18,4% en 2013, 16,9% au 2^{ème} semestre, avec 20,8% au

4^{ème} trimestre. Il ressort une tendance baissière en points de pourcentage d'environ 14,1 en 2014, imputable à celle de 13,1 au 2^{ème} semestre dont 15,9 au 4^{ème} trimestre, du fait en partie du retard dans l'application du manuel de nouvelles procédures.

Graphique 2.2.4 : Service de la dette extérieure (en % export.)

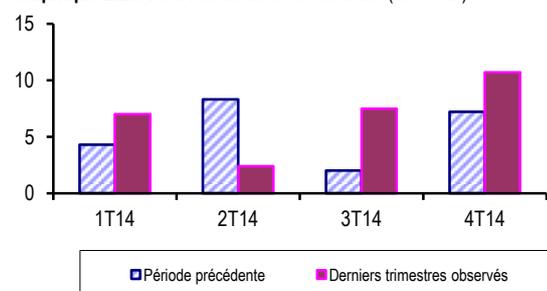


Source : MDB/DNB

Sur la base des objectifs quantitatifs du programme appuyé par la Facilité élargie de crédit, les règlements du service de la dette publique extérieure ont enregistré une contraction en points de pourcentage d'environ 0,7 en 2014, imputable à celle de 1,3 au 2^{ème} semestre, dont 1,4 au 4^{ème} trimestre, liée notamment au retard dans l'application du manuel de nouvelles procédures.

S'agissant des règlements du service de la dette publique intérieure, ils ont été de 6,7% des recettes fiscales en 2014, 9,1% au 2^{ème} semestre, avec 10,7% au 4^{ème} trimestre, après 5,5% en 2013, 4,5% au 2^{ème} semestre, dont 7,2% au 4^{ème} trimestre. Il s'est en suivi une tendance haussière en points de pourcentage d'environ 1,2 en 2014, 4,6 au 2^{ème} semestre, dont 3,5 au 4^{ème} trimestre, liée aux efforts de paiements surtout des intérêts sur les bons du Trésor.

Graphique 2.2.5 : Service de la dette intérieure (en % RF)



Source : MDB/DNB

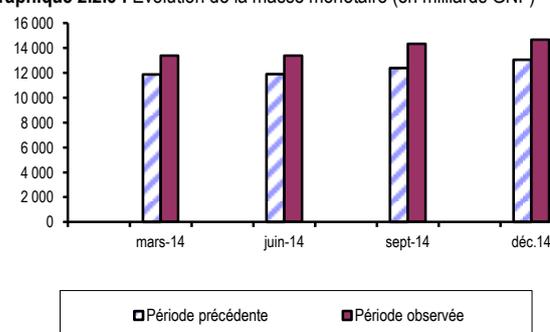
Comparés aux objectifs quantitatifs du programme appuyé par la Facilité élargie de

crédit, les règlements du service de la dette publique intérieure ont enregistré une contraction en points de pourcentage d'environ 1,8 en 2014, imputable à celle de 1,7 au 2^{ème} semestre, dont 2,8 au 4^{ème} trimestre, liée notamment au manque à gagner sur les recettes fiscales ; situation préoccupante.

2.2.5 Situation monétaire peu maîtrisée

Dans le cadre de la mise en œuvre des mesures du programme appuyé par la facilité élargie de crédit (FEC), la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG) a enregistré des progrès relativement appréciables à fin décembre 2014.

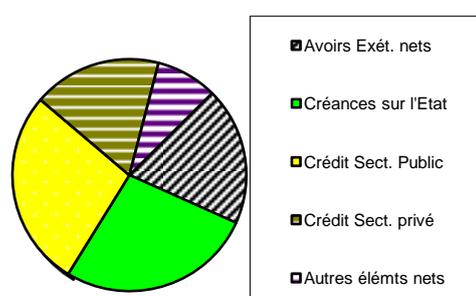
Graphique 2.2.6 : Evolution de la masse monétaire (en milliards GNF)



Source : BCRG/DGES

Par rapport aux critères quantitatifs du programme appuyé par la Facilité élargie de crédit à fin décembre 2014, les réserves internationales nettes (8,6% du PIB), la base monétaire (18,4% du PIB), les avoirs intérieurs nets de la Banque Centrale (11,3% du PIB), ont respectivement connu un dépassement de 10,4%, 8,4% et 3,6% des objectifs.

Graphique 2.2.7: Contreparties de la Masse

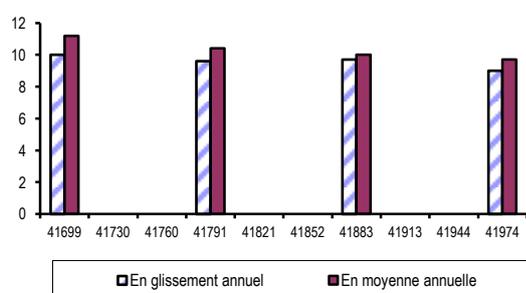


Source : BCRG/DGES

Par rapport à 2013, la masse monétaire (31,8% du PIB) s'est accrue de 12,2% en décembre 2014 contre 14,1% en 2013, des suites d'un accroissement des avoirs intérieurs nets (24,3% du PIB) de 30,9%, atténué par une baisse des avoirs extérieurs nets (7,4% du PIB) de 23,6%. Sur la période, le crédit à l'économie (12,9% du PIB) et le crédit à l'État (15,8% du PIB), ont respectivement augmenté de 43,9% et 15,4% en décembre 2014, après une hausse respectivement de 35,0% et 22,7% il y a un an, du fait en partie de l'impact néfaste de la psychose de l'épidémie de la fièvre hémorragique à virus Ebola.

2.2.6 Inflation en baisse

Graphique 2.2.8 : IHPC – Evolution de l'inflation



Source : MP/INS

En décembre 2014, l'inflation en glissement annuel et en moyenne annuelle a respectivement atteint 9,0% et 9,7%, après 10,5% et 11,9% en 2013.

Cette décélération en points de pourcentage des prix de 1,5 en glissement annuel et 2,2 en moyenne annuelle, résulte principalement des efforts liés à la poursuite du programme d'appui à la sécurité alimentaire mis en place en 2011 par le Gouvernement, ainsi qu'à la baisse de la demande aggravée par la psychose de l'épidémie de la fièvre hémorragique à virus Ebola.

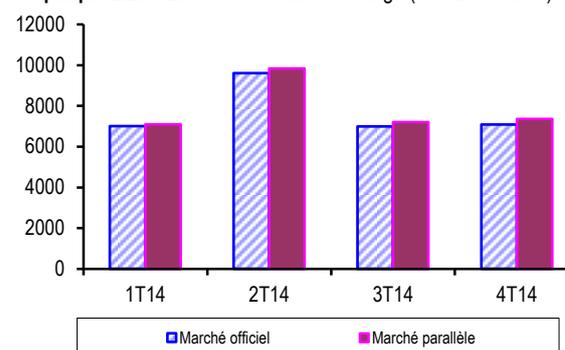
2.2.7 Taux de change relativement stable

Sur le marché des changes, la stabilité relative des taux de change a été plus marquée sur le dollar américain que sur l'euro. En moyenne, les primes de change entre les marchés officiel et parallèle face au dollar américain et à l'euro ont respectivement atteint 2,5% et 2,9% à fin

décembre 2014 contre 1,1% et 0,7% en 2013.

Sur les marchés officiel et parallèle, le taux moyen du dollar américain a respectivement été négocié à hauteur de 7.014 et 7.187 GNF en 2014, 7.027 et 7.282 au 2^{ème} semestre, dont 7.073 et 7.362 au 4^{ème} trimestre, contre 6.908 et 6.985 en 2013, 6.901 et 7.001 au 2^{ème} semestre, avec 6.923 et 7.039 au 4^{ème} trimestre.

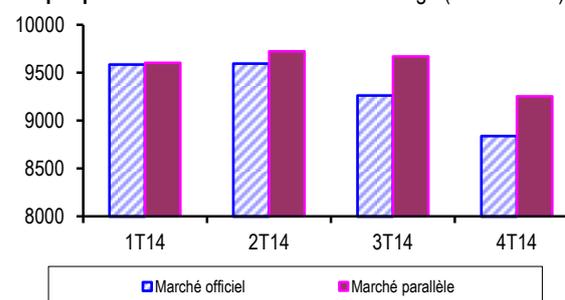
Graphique 2.2.9 : Evolution du taux de change (1 USD = n GNF)



Source : BCRG/DGES

Par rapport à 2013, ce taux moyen a varié de : 1,5% et 2,9% en 2014, 1,8% et 4,0% au 2^{ème} semestre, dont 2,2% et 4,6% au 4^{ème} trimestre, après -1,1% et -1,3% en 2013, -0,9% et -0,9% au 2^{ème} semestre, avec -0,8% et -0,5% au 4^{ème} trimestre, soit respectivement une tendance haussière en points de pourcentage d'environ 2,7 et 4,2 en 2014, imputable à celle de 2,8 et 4,9 au 2^{ème} semestre dont 2,9 et 5,1 au 4^{ème} trimestre 2014, liée à l'augmentation significative de la demande.

Graphique 2.2.10 : Evolution du taux de change (1 € = n GNF)



Source : BCRG/DGES

Au même moment, l'euro a respectivement atteint 9.325 et 9.593 GNF en 2014, 9.052 et 9.462 au 2^{ème} semestre, avec 8.841 et 9.254 au 4^{ème} trimestre, contre 9.176 et 9.244 en 2013, 9.270 et 9.314 au 2^{ème} semestre, dont 9.423 et 9.479 au 4^{ème} trimestre. Comparé à 2013, le taux

moyen de l'euro a respectivement varié de : 1,6% et 3,8% en 2014, -2,3% et 1,6% au 2^{ème} semestre, dont -6,2% et -2,4% au 4^{ème} trimestre, après 2,2% et 1,7% en 2013, 4,4% et 3,9% au 2^{ème} semestre, avec 4,1% et 4,0% au 4^{ème} trimestre, soit une tendance baissière en points de pourcentage d'environ 0,5 en 2014 sur le marché officiel, contre une tendance haussière de 2,1 sur le marché parallèle, du fait notamment de la demande.

Par rapport au dollar américain et à l'euro, la prime de change entre les marchés officiel et parallèle a respectivement atteint 2,5% et 2,9% à fin décembre 2014 contre 1,1% et 0,7% en 2013, à cause d'un assouplissement de la politique monétaire.

2.2.8 Indicateurs de performance budgétaires

Les indicateurs de performance budgétaires portent sur les réalisations rapportées aux repères quantitatifs à fin décembre 2014, à savoir :

1. les recettes hors secteur minier ont enregistré un manque à gagner en points de pourcentage d'environ 0,4, pour se situer à 15,6% du PIB contre un objectif de 16,0%, imputable à une moins-value des recettes fiscales sur notamment les postes "contributions directes et commerce international" ;

2. l'exécution des dépenses courantes hors paiements d'intérêts a connu une contraction en points de pourcentage d'environ 2,0, atteignant 15,3% du PIB contre un objectif de 17,3%, du fait notamment d'une forte compression des dépenses sur notamment le poste "autres biens et services" ;

3. par conséquent, le solde primaire a été moins important que prévu, soit -3,9% du PIB contre un objectif de -5,6%, en raison d'une contraction des dépenses de fonctionnement et de capital sur le financement extérieur de 2,1% et 3,9% du PIB respectivement ;

4. par rapport aux critères à fin décembre 2014, la base monétaire a enregistré un niveau plus

élevé que prévu, soit 18,4% du PIB contre un objectif de 17,0%, soit un léger dépassement en points de pourcentage d'environ 0,4 ;

5. les avoirs intérieurs nets de la Banque Centrale ont également connu un léger dépassement d'environ 0,4 point, pour se situer à 11,3% du PIB contre 10,9% prévu ;

6. le niveau des réserves internationales nettes a été de 8,6% du PIB contre un objectif de 7,8%, soit un dépassement d'environ 0,8 point, lié en partie à une augmentation significative des recettes d'exportation par rapport à 2013.

Par ailleurs, dans le cadre de la surveillance multilatérale, la Guinée a rempli six critères de convergence sur onze, dont quatre pour la CEDEAO à fin décembre 2014.

Pour la CEDEAO, la Guinée n'a réalisé que quatre critères de second rang, à savoir : la masse salariale (29,4% des recettes fiscales), les investissements financés sur les ressources propres (40,9% des recettes fiscales), l'encours de la dette extérieure (43,8% du PIB) et la fluctuation du taux de change (2,03% en glissement annuel), contre trois non remplis : le non accumulation des arriérés indéterminé, la pression fiscale (17,5% du PIB) et le taux d'intérêt réel (-5,5%).

Pour le compte de la deuxième Zone Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (ZMAO), la Guinée a rempli six critères de convergence : deux de premier rang et quatre de second rang ci-dessus indiqués pour le compte de la CEDEAO.

Les deux critères de premier rang remplis sont : l'inflation à un chiffre (9,0% en glissement annuel) et les réserves brutes de change (3,8 mois d'importation) performance appréciable.

Dans l'ensemble, beaucoup d'efforts restent à fournir en matière de critères de convergence liés à la surveillance multilatérale.

2.3 PERSPECTIVES BUDGETAIRES POUR LE PREMIER TRIMESTRE 2015

Au plan budgétaire, les perspectives pour le premier trimestre 2015 devraient légèrement augmenter par rapport au trimestre précédent, en raison notamment de l'impact des efforts liés à la riposte contre la propagation de l'épidémie de la fièvre hémorragique à virus Ébola.

2.3.1 Recettes et dons

Au premier trimestre 2015, les recettes totales devraient augmenter en points de pourcentage d'environ de 2,0 par rapport au dernier trimestre 2014, pour se situer à 7,6% du PIB avec 5,5% pour les recettes fiscales, 1,3% pour les dons et 0,8% pour les recettes non fiscales, du fait en partie d'une reprise d'activité économique.

2.3.2 Dépenses totales

Sur la période, le niveau d'exécution des dépenses totales augmenterait de 0,6 point par rapport au trimestre précédent, pour se situer à 7,2% du PIB, du fait en partie d'une relance des travaux d'intérêt public, associée à l'accroissement significatif des dépenses de santé.

2.3.3 Solde

Le solde global y compris les dons, base caisse après ajustement de -1,2% du PIB serait financé à hauteur de -0,6% en financement extérieur net et de 1,8% en financement intérieur net.

Pour y parvenir, il est plus que nécessaire de poursuivre les efforts de mobilisation des recettes courantes et de maîtriser l'exécution des dépenses suivant l'approche base caisse et/ou base prise en charge comptable.

2.4 MESURES DE POLITIQUE ECONOMIQUE

On recommande principalement de :

- i) poursuivre les efforts de la contractualisation des principales régies de recettes ;
 - ii) maintenir le contrôle des importations de marchandises par le bureau Veritas ;
 - iii) assurer l'interdiction de toutes les exonérations ad hoc et renforcer le contrôle des exonérations conventionnelles ;
 - iv) mobiliser les avoirs extérieurs nets à un niveau convenable, hors concours extérieurs ;
 - v) traiter la totalité des dépenses publiques par le biais du système informatisé de la chaîne des dépenses, sauf dans des cas exceptionnels, exiger la régularisation des dépenses d'urgence payées par régies d'avance dans les délais prévus.
- Les montants non régularisés dans les délais impartis ne devront en aucun cas être supérieurs à 3% des dépenses totales du mois courant ;
- vi) poursuivre le respect scrupuleux du principe de l'unicité des comptes du Trésor, avec la fermeture des comptes spéciaux et le transfert des soldes créditeurs sur les comptes principaux du Trésor ;
 - vii) poursuivre l'exécution du budget sur la base caisse assortie de plans de trésorerie mensuels.

ANNEXES

I ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Tableau 1.1 : Taux de change de l'euro

Trimestre/Année	€ / USD	€ / YPY	€ / £
2013			
1T13	1,320	121,910	0,852
2T13	1,306	126,503	0,849
Moy. 1er semestre	1,313	124,207	0,850
3T13	1,327	131,445	0,872
Moy. 1T13 – 3T13	1,318	126,619	0,858
4T13	1,366	137,354	0,847
Moy. 2ème semestre	1,347	134,399	0,859
Moy. annuelle 2013	1,330	129,303	0,855
2014			
1T14	1,378	141,763	0,832
2T14	1,371	139,623	0,813
Moy. 1er Semestre 2014	1,374	140,693	0,822
3T14	1,309	137,627	0,788
Moy. 1T14 – 3T14	1,353	139,671	0,811
4T14	1,238	144,367	0,786
Moy. 2ème semestre	1,282	141,053	0,790
Moy. annuelle 2014	1,326	140,724	0,805

Tableau 1.2 : Coûts des matières premières

Trimestre/Année	Alu (\$/t)	Or (\$/once)	Café (\$/t)	Pétrole (\$/brl)
2013				
1T13	2 000,22	1 630,83	3 413,00	112,89
2T13	1 875,46	1 507,97	3 258,33	103,00
Moy. 1er semestre	1 937,84	1 569,40	3 335,67	107,94
3T13	1 782,80	1 519,71	3 001,22	110,10
Moy. 1T13 – 3T13	1 886,16	1 552,84	3 224,18	108,66
4T13	1 767,20	1 469,44	2 888,98	109,43
Moy. 2ème semestre	1 775,00	1 494,58	2 945,10	109,77
Moy. annuelle 2013	1 856,42	1 531,99	3 140,38	108,86
2014				
1T14	1 709,00	1 494,56	2 957,25	107,87
2T14	2 009,36	1 584,80	3 480,18	109,80
Moy. 1er Semestre 2014	1 859,18	1 539,68	3 218,71	108,83
3T14	1 989,33	1 554,80	3 465,65	101,97
Moy. 1T14 – 3T14	1 879,58	1 544,72	3 301,02	106,54
4T14	1 912,17	1 476,97	3 445,95	87,11
Moy. 2ème semestre	1 950,75	1 515,89	3 455,80	94,52
Moy. annuelle 2014	1 887,73	1 527,78	3 337,26	101,72

Sources: BCRG, Marchés Tropicaux et Méditerranéens.

II AU PLAN NATIONAL

2.1 SECTEUR RÉEL

Tableau 2.1.1 : Évolution de la production agricole (en milliers de tonnes)

Produits	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011	2011/2012	2012/2013	2013/2014 ^e	2014/2015 ^p
Riz paddy	1 402	1 456	1 499	1 614	1 793	1 919	2 053	2 099
Maïs	595	523	565	584	611	641	672	684
Fonio	243	324	345	384	409	429	451	464
Manioc	1 122	1 052	1 051	1 062	1 113	1 165	1 219	1 251
Arachide	315	224	300	332	353	358	363	374
Café	28	27	66	71	72	75	78	79
Cacao	13	15	22	26	27	28	29	29,8
Coton	1	0	0	0	1/2	1	1,14	1,20

Source : Service National des Statistiques Agricoles (SNSA), (e) = estimation et (p) = projection

Tableau 2.1.2 : Évolution de la production animale (en milliers de têtes)

Produits	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013(e)	2014(p)
Bovins	4 070	4 293	4 528	4 776	5 390	5 459	5 530	5 608
Ovins	1 284	1 370	1 461	1 559	1 603	1 838	1 865	1 879
Caprins	1 530	1 632	1 742	1 859	1 680	2 199	2 250	2 273
Porcin	67	71	75	78	85	105	106	108

Source : Direction Nationale de l'Élevage, Service des statistiques, (e) = estimation et (p) = projection

Tableau 2.1.3 : Évolution de la production minière et des exportations du poisson de la pêche industrielle

Trimestre/Année	Poisson en 000 t	Bauxite (en milliers de tonnes)			Alumine 000 t	Or 000 z	Diamant 000 c
		CBG	CBK	TOTAL			
2013							
4T13	3,47	3 531,70	871,71	4 403,41	0,00	142,10	26,91
Cumul, 2^{ème} semestre 2013	5,30	6 699,71	1 647,44	8 347,15	0,00	298,38	69,57
Cumul annuel, 2013	11,92	13 879,85	3 337,66	17 217,51	0,00	588,87	197,06
2014							
1T14	2,16	3 388,54	805,26	4 193,80	0,00	167,31	58,24
2T14	1,47	3 541,70	832,33	4 374,03	0,00	209,57	35,12
Cumul, 1^{er} Semestre 2014	3,64	6 930,24	1 637,59	8 567,83	0,00	376,88	93,36
3T14	3,26	3 413,15	825,68	4 238,83	0,00	180,09	24,31
Cumul, 1T14 – 3T14	6,89	10 343,39	2 463,27	12 806,66	0,00	556,97	117,67
4T14	2,89	3 715,29	917,02	4 632,31	0,00	197,22	44,43
Cumul, 2^{ème} semestre 2014	6,15	7 128,44	1 742,70	8 871,14	0,00	377,31	68,75
Cumul annuel, 2014	9,78	14 058,68	3 380,29	17 438,97	0,00	754,19	162,11

Sources : Ministère de la pêche et de l'Aquaculture, MMG/DGEP et BCRG

Tableau 2.1.4 : Évolution de la production alimentaire

Trimestre/Année	Bière 000 hl	Boisson sucrée (en milliers d'hectolitres)			Farine 000 t	Huile de palme 000 t
		SOBRAGUI	BONAGUI	TOTAL		
2013						
4T13	41 540	18 719	44 500	63 219	0,00	0,00
Cumul du 2^{ème} semestre	75 787	38 363	77 580	115 943	0,00	0,00
Cumul annuel 2013	169 959	89 940	190 241	280 181	0,00	0,42
2014						
1T14	42 420	21 205	43 820	65 025	0,00	0,00
2T14	39 301	19 779	43 522	63 301	0,00	0,03
Cumul, 1^{er} Semestre 2014	81 721	40 984	87 342	128 326	0,00	0,03
3T14	23 749	12 978	33 217	46 195	0,00	0,00
Cumul 1T14 – 3T14	105 470	53 962	120 559	174 521	0,00	0,03
4T14	37 674	18 789	42 381	61 170	0,00	0,00
Cumul du 2^{ème} semestre	61 443	31 767	75 598	107 366	0,00	0,00
Cumul annuel 2014	143 165	72 751	162 940	235 691	0,00	0,03

Sources : GMG, BONAGUI, SOBRAGUI et SOGUIPAH

Tableau 2.1.5 : Évolution de la production énergétique

Trimestre/Année	Electricité MWH	Gaz (en 000 m ³)				Eau 000 m ³
		oxygène	Acétylène	Azote	TOTAL	
2013						
3T13	144 151	8,22	2,28	0,09	10,58	15 112 775
Cumul 1T13 – 3T13	460 933	31,11	6,85	1,53	39,50	45 690 775
4T13	184 774	10,72	2,65	0,42	13,79	15 551 271
Cumul du 2^{ème} semestre	329 925	18,94	4,93	0,51	24,37	30 664 046
Cumul annuel 2013	646 707	41,83	9,50	1,95	53,29	61 242 046
2014						
1T14	176 094	15,94	3,98	1,77	21,69	15 740 381
2T14	170 001	18,37	2,89	0,39	21,65	15 273 238
Cumul, 1^{er} Semestre 2014	346 096	34,31	6,87	2,16	43,34	31 013 619
3T14	175 073	15,99	3,46	0,59	20,04	15 727 859
Cumul 1T14 – 3T14	521 168	50,30	10,33	2,75	63,38	46 741 478
4T14	181,712	15,70	3,33	0,81	19,84	15 958 177
Cumul du 2^{ème} semestre	356 785	31,69	6,79	1,40	39,88	31 729 951
Cumul annuel 2014	702 880	66,00	13,66	3,56	83,22	62 743 570

Sources : EDG, SEG et (SOGEDI, EDIGAZ, SOPROX, EUROGUIGAZ, XINHE AFRIC)

Tableau 2.1.6 : Évolution de la production de ciment et de peinture

Trimestre/Année	Ciment 000 t	Peinture de TOPAZ (en milliers de tonnes)		
		"FOM"	"HUILE"	TOTAL
2013				
4T13	90,81	2 258,38	205,94	2 464,32
Cumul du 2^{ème} semestre	184,17	3 833,34	398,30	4 231,65
Cumul annuel 2013	376,50	7 905,11	771,30	8 676,41
2014				
1T14	99,05	2 377,67	212,29	2 589,96
2T14	102,10	2 174,37	206,64	2 381,01
Cumul, 1^{er} Semestre 2014	201,15	4 552,04	418,93	4 970,97
3T14	117,75	2 071,50	200,94	2 272,44
Cumul 1T14 – 3T14	318,90	6 623,54	619,87	7 243,41
4T14	116,43	2 260,39	217,79	2 478,18
Cumul du 2^{ème} semestre	234,18	4 331,89	418,73	4 750,62
Cumul annuel 2014	435,33	8 883,93	837,66	9 721,59

Sources : TOPAZ, Ciments de Guinée, Guinéenne Industrie, SIMAF, SONOCO

Tableau 2.1.7 : Évolution de la balance commerciale estimée par la Douane (en milliards GNF)

Trimestre/Année	Exportations	Importations	Solde	Taux de Couverture
2013				
4T13	2 869,47	6 864,81	-3 995,34	41,8%
Cumul du 2^{ème} semestre	5 195,09	10 988,28	-5 793,19	47,3%
Cumul annuel 2013	9 593,01	19 713,74	-10 120,73	48,7%
2014				
1T14	2 150,57	4 305,77	-2 155,20	49,9%
2T14	2 981,82	4 542,42	-1 560,61	65,6%
Cumul, 1^{er} Semestre 2014	5 132,39	8 848,19	-3 715,81	58,0%
3T14	3 154,69	4 667,68	-1 512,99	67,6%
Cumul 1T14 – 3T14	8 287,08	13 515,87	-5 228,80	61,3%
4T14	3 478,12	3 885,88	-407,76	89,5%
Cumul du 2^{ème} semestre	6 632,80	8 553,55	-1 920,75	77,5%
Cumul annuel 2014	11 765,12	17 401,75	-5 636,56	67,6%

Sources : Eurotrace / INS, Sydonia ++ / DGD

Tableau 2.1.8 : Évolution des activités portuaires et aéroportuaires

Trimestre/Année	Mouvements Aéronefs	Nombre Passagers	Débarquements (000 t)		Véhicule Immatriculé
			Ciment	Riz	
2013					
4T13	1 834	91 229	62,87	125,60	4 360
Cumul du 2^{ème} semestre	3 478	174 827	170,86	281,48	8 812
Cumul annuel 2013	7 144	329 480	440,51	531,35	19 059
2014					
1T14	1 736	83 992	83,51	185,45	4 861
2T14	1 618	76 029	51,30	124,87	4 660
Cumul, 1^{er} Semestre 2014	3 354	160 021	134,81	310,32	9 521
3T14	1 594	65 931	5,73	204,95	4 616
Cumul 1T14 – 3T14	4 948	225 952	140,54	515,26	14 137
4T14	1 536	48 415	0,56	103,77	4 745
Cumul du 2^{ème} semestre	3 130	114 346	6,29	308,72	9 361
Cumul annuel 2014	6 484	274 367	141,10	619,04	18 882

Sources : SOGEAC, PAC et CADAC

2.2. FINANCES PUBLIQUES

Tableau 2.2.1 : Évolution des Opérations Financières de l'État (en milliards de GNF)

T O F E	4T2013		2ème Semestre 2013		Cumul 2013		1T2014		1er Semestre 2014		4T2014		2ème Semestre 2014		Cumul 2014	
	Prév.	Réal.	Prév.	Réal.	Prév.	Réal.	Prév.	Réal.	Prév.	Réal.	Prév.	Réal.	Prév.	Réal.	Prév.	Réal.
RECETTES ET DONCS	2 162,96	2 452,59	4 771,22	4 979,33	9 844,76	9 694,83	2 395,26	2 004,28	5 430,53	4 912,00	4 038,44	2 571,31	6 962,50	4 790,33	12 393,03	9 702,33
Recettes courantes	1 681,40	1 966,43	3 683,50	4 075,65	7 877,83	7 890,04	2 095,26	1 902,67	4 299,86	4 343,21	2 068,88	2 036,10	4 536,46	4 193,93	8 836,32	8 537,14
Secteur minier	348,87	374,43	715,57	836,74	1 441,07	1 488,85	291,34	285,10	694,35	685,71	330,13	319,39	756,99	662,60	1 451,34	1 348,31
Secteur non minier	1 332,53	1 592,00	2 967,93	3 238,91	6 436,76	6 401,19	1 803,92	1 617,57	3 605,51	3 657,50	1 738,75	1 716,71	3 779,47	3 531,33	7 384,98	7 188,83
Contributions directes	341,06	283,01	696,56	615,15	1 548,56	1 484,44	328,22	250,78	730,30	796,74	414,16	253,50	799,67	585,50	1 529,97	1 382,24
Biens et Services	636,52	783,71	1 394,83	1 574,86	2 879,96	2 943,34	865,80	810,39	1 662,92	1 671,29	788,48	868,87	1 697,22	1 671,66	3 360,14	3 342,95
dont TSPP	75,90	41,77	107,35	90,61	210,79	173,78	96,14	57,10	119,93	115,46	64,44	103,38	129,24	146,36	249,17	261,82
Commerce International	357,35	428,12	796,19	870,91	1 738,56	1 702,57	523,71	475,19	1 020,75	1 004,82	455,54	481,30	1 082,45	980,53	2 103,20	1 985,35
Recettes non fiscales	-2,40	97,16	80,35	177,99	269,68	270,84	86,19	81,21	191,54	184,65	80,57	113,04	200,13	293,64	391,67	478,29
Dons et Emprunts	481,56	486,16	1 087,72	903,68	1 966,93	1 804,79	300,00	101,61	1 130,67	568,79	1 969,56	535,21	2 426,04	596,40	3 556,71	1 165,19
Dons affectés	215,37	123,62	365,26	187,10	640,52	461,75	300,00	101,61	516,68	200,23	875,25	58,49	1 248,75	119,68	1 765,43	319,91
Dons non affectés	60,92	3,43	187,83	177,02	264,97	177,02	0,00	0,00	613,99	368,56	1 094,31	476,72	1 177,29	476,72	1 791,28	845,28
Allègement CdP PPTE	429,49	567,06	678,91	646,48	941,42	1 030,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Subventions Fonds fiduciaire PPTE	-224,22	-207,95	-144,28	-106,92	120,02	135,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DEPENSES TOTALES	3 174,05	2 951,81	6 182,09	5 518,26	11 114,30	10 974,89	2 643,73	2 152,54	5 989,90	5 035,23	4 693,56	3 752,34	8 510,34	6 644,83	14 500,24	11 680,06
Dépenses courantes	2 229,01	2 001,34	3 993,96	3 524,08	7 182,93	7 142,92	1 329,52	1 463,08	3 372,41	3 256,30	2 877,30	2 382,26	5 134,80	4 396,13	8 507,21	7 652,43
Traitements et Salaires	555,96	529,91	1 096,51	1 043,42	2 120,17	2 101,97	585,00	539,35	1 092,90	1 136,49	606,76	636,47	1 263,06	1 233,69	2 355,96	2 370,18
dont PPTE	0,00	0,00	0,37	0,00	1,28	2,06	0,00	0,00	0,00	0,00	22,66	0,00	22,66	2,06	22,66	2,06
Autres biens et services	869,56	777,21	1 595,50	1 330,31	2 628,34	2 498,87	418,27	376,85	1 024,87	1 001,48	1 716,90	880,42	2 571,30	1 603,84	3 596,17	2 605,32
dont PPTE	0,00	0,00	2,10	0,00	3,59	3,61	0,00	0,00	0,00	0,00	21,09	0,00	21,09	0,00	21,09	0,00
Subventions et transferts	634,22	476,49	948,94	840,41	1 781,68	1 859,99	237,26	391,55	1 031,26	887,84	396,35	693,54	986,02	1 193,16	2 017,28	2 081,00
dont PPTE yc zones sinistrées	0,00	0,00	1,01	0,00	2,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Intérêts dus	169,27	217,73	353,01	309,94	652,74	682,09	88,99	155,33	223,38	230,49	157,29	171,83	314,42	365,44	537,80	595,93
Intérêts dette extérieure	88,53	82,28	146,61	132,97	260,00	260,85	36,54	27,51	45,38	45,81	14,67	2,01	58,80	46,45	104,18	92,26
Intérêts dette intérieure	80,74	135,45	206,40	176,97	392,74	421,24	52,45	127,82	178,00	184,68	142,62	169,82	255,62	318,99	433,62	503,67
Dépenses en capital	916,87	950,47	2 137,00	1 994,18	3 880,24	3 822,52	1 270,17	689,46	2 591,74	1 745,18	1 745,57	1 357,12	3 290,95	2 193,73	5 882,69	3 938,91
Financement externe FINEX	459,65	196,64	847,45	343,65	1 551,23	1 620,43	450,00	221,12	825,57	398,53	1 171,96	79,34	1 731,97	344,89	2 557,54	743,42
Financement interne Investissement yc BAS	452,39	749,21	1 206,70	1 641,29	2 311,76	2 184,84	811,66	462,03	1 758,92	1 334,03	558,71	1 267,32	1 539,58	1 830,66	3 298,50	3 164,69
dont PPTE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Assistance human.Reconstr.z.sinistr	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Finan.interne subvention en capital	4,83	4,62	82,85	9,24	17,25	17,25	8,51	6,31	7,25	12,62	14,90	10,46	19,40	18,18	26,65	30,80
Prêts nets de remboursements	24,52	0,00	47,48	0,00	47,48	9,45	31,55	0,00	22,10	9,29	17,43	1,17	31,33	43,18	53,43	52,47
Restructuration entreprises	3,65	0,00	3,65	0,00	3,65	0,00	12,49	0,00	3,65	24,46	53,26	11,79	53,26	11,79	56,91	36,25
Solde base engagements (dons compris)	-1 011,09	-499,22	-1 410,87	-538,93	-1 269,54	-1 280,06	-248,47	-148,26	-559,37	-123,23	-655,12	-1 181,03	-1 547,84	-1 854,50	-2 107,21	-1 977,73
Solde base engagements (hors dons)	-1 492,65	-985,38	-2 498,59	-1 442,61	-3 236,47	-3 084,85	-548,47	-249,87	-1 690,04	-692,02	-2 624,68	-1 716,24	-3 973,88	-2 450,90	-5 663,92	-3 142,92
Arriérés de paiements	15,98	26,64	21,45	28,09	21,45	31,65	0,00	-1,06	-2,48	0,76	2,48	4,08	2,48	7,59	0,00	8,35
Intérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Extérieurs	15,98	26,64	21,45	28,09	21,45	31,65	0,00	-1,06	-2,48	0,76	2,48	4,08	2,48	7,59	0,00	8,35
Solde base caisse	-452,12	-1 095,57	-1 104,36	-1 683,51	-627,62	-1 493,60	-408,53	-254,02	-703,80	-55,22	952,37	-1 109,42	731,03	-1 829,73	27,23	-1 884,95
FINANCEMENT	452,12	1 095,57	1 104,36	1 683,51	627,62	1 493,60	408,53	254,02	703,80	55,22	-952,37	1 109,42	-731,03	1 829,73	-27,23	1 884,95
Financement extérieur net	246,14	48,63	842,71	474,30	328,61	240,43	46,83	84,62	123,61	8,61	345,40	697,42	457,05	870,09	580,66	878,70
Amortissement dette extérieure	-359,49	-514,58	-600,58	-747,59	-1 412,07	-1 507,36	-103,17	-42,88	-213,58	-212,14	-204,03	-169,27	-278,89	-206,74	-492,47	-418,88
Financement intérieur net	205,98	1 046,94	261,65	1 209,21	299,01	1 253,17	361,70	169,40	580,19	46,61	-1 297,77	412,00	-1 188,08	959,64	-607,89	1 006,25
Amort dette intérieure	197,00	0,00	197,00	-0,03	197,00	-0,03	-44,59	0,00	-70,00	0,00	-126,98	-36,83	-215,29	-36,90	-285,29	-36,90
Solde primaire	-863,73	-571,01	-1 298,13	-789,02	-1 032,50	-782,33	-9,48	126,58	-641,09	-63,00	-1 295,43	-1 465,07	-1 927,49	-1 740,57	-2 568,58	-1 803,57

Source : MDB / DNB (TOFE, 18/02/2015)

Tableau 2.2.2 : Évolution du service de la dette publique (en milliards de francs guinéens)

Service de la dette publique	4T2013		2ème Semestre 2013		Cumul 2013		1T2014		1er Semestre 2014		4T2014		2ème Semestre 2014		Cumul 2014	
	Prév.	Réal.	Prév.	Réal.	Prév.	Réal.	Prév.	Réal.	Prév.	Réal.	Prév.	Réal.	Prév.	Réal.	Prév.	Réal.
1. Dette publique extérieure	448,02	596,86	747,19	880,56	1 672,07	1 768,21	139,71	70,39	258,96	257,95	218,70	171,28	337,69	253,19	596,65	511,14
Principal	359,49	514,58	600,58	747,59	1 412,07	1 507,36	103,17	42,88	213,58	212,14	204,03	169,27	278,89	206,74	492,47	418,88
Intérêts	88,53	82,28	146,61	132,97	260,00	260,85	36,54	27,51	45,38	45,81	14,67	2,01	58,80	46,45	104,18	92,26
2. Dette publique intérieure	-116,26	135,45	9,40	177,00	195,74	421,27	97,04	127,82	248,00	184,68	269,60	206,65	470,91	355,89	718,91	540,57
Principal	-197,00	0,00	-197,00	0,03	-197,00	0,03	44,59	0,00	70,00	0,00	126,98	36,83	215,29	36,90	285,29	36,90
Intérêts	80,74	135,45	206,40	176,97	392,74	421,24	52,45	127,82	178,00	184,68	142,62					

2.3 MONNAIE ET CRÉDIT

Tableau 2.3.1: Situation monétaire intégrée (fin de période en milliards de GNF)				
Agrégats	Décembre 2013	Décembre 2014	Variat. Déc. 2014/décembre 2013	
			mds GNF	%
AVOIRS EXTERIEURS NETS	4 489,52	3 432,22	-1 057,30	-23,6%
- Banque Centrale	3 144,77	3 304,55	159,78	5,1%
Or	61,22	63,00	1,78	2,9%
FMI	-1 705,20	-1 982,98		16,3%
Avoirs en DTS	1 044,56	1 649,03		57,9%
Avoirs en devises (net)	3 744,19	3 575,50		-4,5%
- Banques de Dépôts	1 344,75	127,67		-90,5%
AVOIRS INTERIEURS NETS	8 578,03	11 232,42		30,9%
Avoirs intérieurs nets, BCRG	4 358,75	5 208,57		19,5%
Crédit intérieur net	10 553,16	13 311,25		26,1%
- Créances sur le secteur public	6 409,32	7 346,46		14,6%
- Créances nettes sur l'Etat	6 304,62	7 276,30	971,68	15,4%
BCRG	4 397,09	5 334,01		21,3%
PNT1	5 064,13	6 181,13		22,1%
Banques primaires	1 907,53	1 942,28		1,8%
- Créances sur les Entreprises publiques	104,70	70,16		-33,0%
- Créances sur le secteur privé	4 143,84	5 964,79		43,9%
Créances compromises	222,62	297,92		33,8%
dont provisions	162,66	240,75		48,0%
Créances saines	3 921,22	5 666,87		44,5%
dont créances à MLT	1 743,93	2 205,67		26,5%
Autres postes nets	-1 975,13	-2 078,83		5,3%
Ajustement créances interbancaires				
MASSE MONETAIRE	13 067,55	14 664,64	1 597,09	12,2%
Base Monétaire	7 546,06	8 513,12		12,8%
- Monnaie et Quasi-Monnaie	10 127,49	12 027,40	1 899,91	18,8%
Monnaie en circulation	4 052,01	4 317,73	265,72	6,6%
Dépôts à vue GNF	5 204,63	6 480,27	1 275,64	24,5%
Dépôts à terme GNF	870,85	1 229,40	358,55	41,2%
- Dépôts en devises	2 940,06	2 637,24	-302,82	-10,3%

Source : BCRG /DGESM

Tableau 2.3.2 : Évolution du taux de change moyen trimestriel du GNF

Trimestre/Année	Marché officiel		Marché parallèle		Prime de change (en %)	
	USD / GNF	€ / GNF	USD / GNF	€ / GNF	USD / GNF	€ / GNF
2013						
3T13	6 880	9 117	6 962	9 150	1,2%	0,4%
Taux moyen 1T13-3T13	6 903	9 093	6 968	9 166	0,9%	0,8%
4T13	6 923	9 423	7 039	9 479	1,7%	0,6%
Taux moyen du 2^{ème} semestre 2013	6 901	9 270	7 001	9 314	1,4%	0,5%
Taux moyen annuel 2013	6 908	9 176	6 985	9 244	1,1%	0,7%
2014						
1T14	7 002	9 588	7 093	9 605	1,3%	0,2%
2T14	6 999	9 606	7 090	9 841	1,3%	2,4%
Taux moyen, 1^{er} Semestre 2014	7 000	9 597	7 091	9 723	1,3%	1,3%
3T14	6 982	9 263	7 202	9 670	3,2%	4,4%
Taux moyen 1T14-3T14	6 994	9 486	7 128	9 705	1,9%	2,3%
4T14	7 073	8 841	7 362	9 254	4,1%	4,7%
Taux moyen du 2^{ème} semestre 2014	7 027	9 052	7 282	9 462	3,6%	4,5%
Taux moyen annuel 2014	7 014	9 325	7 187	9 593	2,5%	2,9%

Source : BCRG / Direction générale des études économiques et monétaires

Tableau 2.3.3 : Évolution mensuelle de l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC)

TAUX D'INFLATION : 2013 (Base 100 : 2002)	Janvier 2013	Février 2013	Mars 2013	Avril 2013	Mai 2013	Juin 2013	Juillet 2013	Août 2013	Sept 2013	Oct. 2013	Nov. 2013	Déc. 2013
Indice global	603,9	611,6	618,4	622,3	625,0	630,1	633,8	638,6	645,4	651,2	656,2	660,8
Variation en glissement annuel	13,1%	12,9%	13,0%	13,0%	12,2%	12,0%	12,2%	11,7%	11,4%	10,8%	10,3%	10,5%
Variation en moyenne annuelle	14,8%	14,3%	14,0%	13,8%	13,5%	13,3%	13,0%	12,8%	12,6%	12,3%	12,1%	11,9%

TAUX D'INFLATION : 2014 (Base 100 : 2002)	Janvier 2014	Février 2014	Mars 2014	Avril 2014	Mai 2014	Juin 2014	Juillet 2014	Août 2014	Sept 2014	Oct. 2014	Nov. 2014	Déc. 2014
Indice global	665,6	673,8	680,0	685,5	686,6	690,7	695,1	700,0	707,8	712,9	717,2	720,1
Variation en glissement annuel	10,2%	10,2%	10,0%	10,2%	9,9%	9,6%	9,7%	9,6%	9,7%	9,5%	9,3%	9,0%
Variation en moyenne annuelle	11,6%	11,4%	11,2%	10,9%	10,7%	10,5%	10,3%	10,2%	10,0%	9,9%	9,8%	9,7%

Source : MP / Institut National de la Statistique (INS)

Tableau 2.3.4 : Évolution en glissement annuel des prix moyens de quelques produits alimentaires à Conakry

	Oct. 2013	Nov. 2013	Déc. 2013	Jan 2014	Fév 2014	Mars 2014	Juin 2014	Juillet 2014	Août 2014	Sept 2014	Oct. 2014	Nov. 2014	Déc. 2014
Riz local étuvé	-7,3%	-4,5%	-2,3%	1,2%	2,2%	2,2%	0,3%	0,7%	1,6%	1,2%	1,2%	1,7%	5,9%
Riz importé populaire	-2,6%	-2,3%	0,0%	0,7%	1,0%	2,3%	5,0%	6,7%	6,7%	5,7%	5,5%	5,3%	4,9%
Viande de bœuf	6,7%	7,1%	4,7%	3,6%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Pomme de terre	20,7%	15,1%	12,0%	10,8%	4,9%	4,5%	0,7%	-0,4%	-0,7%	2,3%	2,8%	4,4%	6,9%
Huile de palme	28,7%	28,5%	8,6%	-7,8%	-7,0%	-4,8%	0,4%	1,2%	1,6%	3,4%	3,3%	2,6%	3,7%
Huile d'arachide	-4,8%	-4,3%	4,3%	5,6%	4,8%	5,8%	6,0%	5,2%	5,5%	3,8%	3,7%	3,4%	2,9%

Source : MP / INS

Tableau 2.3.5 : Évolution des taux d'intérêt créditeur

	Mars-13	Juin-13	Sept-13	Déc-13	Mars-14	Juin-14	Sept-14	Oct.-14	Nov.-14	Déc.-14
Taux Créditeur Minimum	3,45%	3,54%	3,51%	5,51%	3,51%	6,45%	6,70%	5,02%	4,02%	3,50%
Taux d'inflation en glissement annuel	13,0%	12,0%	11,4%	10,5%	10,0%	9,6%	9,7%	9,5%	9,3%	9,0%
Taux d'intérêt réel	-9,55%	-8,46%	-7,89%	-4,99%	-6,49%	-3,15%	-3,00%	-4,48%	-5,28%	-5,50%

Source : BCRG / Direction Générale des Etudes Economiques et Monétaires

Tableau 2.3.6 : Repères quantitatifs à fin décembre 2014

	Prévisions	Réalisations	Taux de réalisation
REPERES			
1. Recettes budgétaires hors secteur minier	7 384,98	7 188,83	97,3%
2. Dépenses courantes hors paiements d'intérêt	7 969,41	7 056,50	88,5%
3. Masse salariale de l'État	2 355,96	2 370,18	100,6%
CRITERES			
1. Solde primaire du budget (plancher, en milliards GNF)	-2 568,58	-1 803,57	70,2%
2. Base monétaire (plafond, en milliards GNF)	7 855,00	8 513,12	108,4%
3. Avoirs intérieurs nets, BCRG (plancher, milliards GNF)	5 028,00	5 208,57	103,6%
4. Réserves internationales nettes (en millions USD)	516,00	569,55	110,4%

Source: MDB, BCRG

Tableau 2.3.7 : Critères de convergence à fin décembre

Normes ZMAO/CEDEAO	2013	2014	Observation
1. Critères de premier rang			
1.1 Ratio du déficit budgétaire rapporté au PIB :			
• CEDEAO (Avec dons) ≤ 3%	2,1%	4,3%	Non satisfaisant
• ZMAO (Hors dons) ≤ 4%	6,9%	6,8%	Non satisfaisant
1.2 Taux d'inflation :			
• CEDEAO (en moyenne annuelle) ≤ 5%	11,9%	9,7%	Non satisfaisant
• ZMAO (à un chiffre, en glissement annuel) < 10%	10,5%	9,0%	Satisfaisant
1.3 Financement du déficit budgétaire par la BCRG ≤ 10% RF, année précéd.	15,3%	12,8%	Non satisfaisant
1.4 Réserves brutes de change :			
• CEDEAO ≥ 6 mois d'importation	3,0	3,8	Non satisfaisant
• ZMAO ≥ 3 mois d'importation	3,0	3,8	Satisfaisant
2. Critères de second rang			
2.1 Non accumulation des arriérés intérieurs et extérieurs	ND	ND	Non satisfaisant
2.2 Ratio des recettes fiscales / PIB ≥ 20%	17,0%	17,5%	Non satisfaisant
2.3 Ratio de la masse salariale/recettes fiscales ≤ 35%	27,6%	29,4%	Satisfaisant
2.4 Ratio dépenses en capital sur les ressources propres / RF ≥ 20%	30,3%	40,9%	Satisfaisant
2.5 Ratio Encours de la dette extérieure / PIB ≤ 70%	43,3%	43,8%	Satisfaisant
2.6 Fluctuation taux de change nominal (USD / GNF) = ± 10%	-0,05%	2,03%	Satisfaisant
2.7 Taux d'intérêt réel : positif	-5,0%	-5,5%	Non satisfaisant
Nombre de critères remplis	6/11	6/11	

Sources : MEF, MDB, MP, BCRG

2.4 CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Tableau 2.4.1: Ressources et Emplois du PIB							
Secteurs d'activités/agrégats	2008	2009	2010	2011	2012	2013 (e)	2014 (p)
Taux de croissance réel (%)							
PIB	4,9	-0,3	1,9	3,9	3,9	2,3	1,3
Secteur Primaire	3,6	3,2	3,2	4,5	3,8	5,1	3,3
Secteur Secondaire	9,4	-3,1	2,3	4,4	3,5	0,9	3,1
Secteur Tertiaire	2,4	0,8	1,3	3,2	3,3	2,3	-0,8
PIB à prix courants (en milliards GNF)	20 780,4	22 132,6	27 081,6	34 320,5	40 082,6	44 783,1	46 180,9
Solde en ressources intérieures	-1 309,2	-1 283,7	-1 652,0	-7 070,0	-9 219,0	-9 807,5	-11 499,0
En % du PIB à prix courants							
Importations	40,0	30,0	39,8	52,6	51,2	47,0	49,1
Consommation finale	84,3	89,4	89,0	101,0	101,1	102,8	102,3
publique	6,1	8,5	13,1	9,8	10,3	11,1	10,9
privée	78,2	80,9	75,8	91,2	90,8	91,7	91,4
FBCF	21,3	16,4	17,1	19,6	21,9	19,1	22,6
administration	2,8	5,2	6,7	3,3	6,8	5,4	8,2
privée	18,5	11,2	10,4	16,3	15,1	13,7	14,5
Variations de stocks	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Exportations	33,7	24,2	33,7	31,9	28,2	25,0	24,2

Sources : FMI, MP / DNP
30/12/2014